

PALÄSTINA-INFO
NUMÉRO SPÉCIAL

L'industrie d'armement et de sécurité israélienne

A large rocket launch is shown against a clear blue sky. The rocket is mounted on a mobile launcher vehicle (MLV) and is being moved by a crawler-transporter. A massive plume of fire and white smoke billows from the base of the rocket, obscuring the lower part of the vehicle. The rocket itself is white with a red stripe and a black nose cone. The scene is set on a paved launch complex.

BDS Suisse,
en collaboration avec
Palästina-Solidarität
Region Basel

Sommaire

Editorial	3
L'industrie d'armement et de sécurité israélienne <i>Agnes Küng</i>	5
L'impact politique du commerce d'armes de l'Europe avec Israël <i>Shir Hever</i>	11
La complicité militaire entre la Suisse et Israël <i>Hanspeter Gysin</i>	15
Chronologie de la collaboration militaire entre la Suisse et Israël	18
La longue fraternité d'armes entre Israël et le régime d'apartheid en Afrique du Sud <i>Peter Haenger</i>	22
« The Lab », Israël teste ses armes et ses tactiques sur une population palestinienne confinée <i>Jonathan Cook</i>	28
Israël et son arsenal nucléaire : un secret de Polichinelle <i>Mary Honderich</i>	32
Appel de la campagne BDS palestinienne à un embargo militaire immédiat et total d'Israël !	35



Editorial

Il y a huit ans, une large alliance d'associations revendiquait la fin de la coopération militaire de la Suisse avec les pays du Proche Orient. La suspension d'achats d'armes en provenance d'Israël fait partie de ces revendications. Une pétition allant dans ce sens, réunissant 14 000 signatures, a été déposée en automne 2005. Cependant, une fois de plus, deux contrats d'armement prévus par le Conseil fédéral suscitent la critique : d'une part celui de l'achat de nouveaux avions de combat qui sera voté en mai 2014, consécutivement à un référendum qui sera lancé par plusieurs partis politiques et organisations; et d'autre part celui de l'achat de six nouveaux drones israéliens prévu pour le programme d'armement 2015, achat contre lequel BDS Suisse a lancé, avec d'autres organisations, une pétition. Les drones constituent un fleuron de l'industrie d'armement et de surveillance israélien et il était important de réagir contre un achat qui souligne une fois de plus la complicité des autorités suisses avec la poursuite de la politique répressive d'Israël à l'égard des Palestiniens.

Depuis 2005 de profonds changements se sont déroulés au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Malgré des processus contradictoires et encore loin d'être achevés, nous avons assisté à ce qui représente sans aucun doute un renforcement de mouvements de contestation démocratique. Israël n'est pas à l'abri de ces secousses qui se manifestent dans les débats intenses traversant la société israélienne et la déchirant plus que jamais. Toutefois, en l'absence d'une politique de changement

radicale, c'est la dynamique de répression militaire face aux Palestiniens et d'expansion coloniale qui continue de s'imposer sur le terrain, entraînant une dégradation toujours plus grave de leurs conditions de vie.

Les rapports de la Banque mondiale montrent sans équivoque que, alors que tout développement économique et social de la population palestinienne est empêché, notamment dans les Territoires occupés et que la pauvreté y est endémique, l'industrie d'armement et de sécurité est en plein essor en Israël depuis une dizaine d'années. Chaque nouvelle opération militaire dans la bande de Gaza, mais aussi des frappes militaires contre des pays voisins, profitent aux caisses des entreprises privées et étatiques de cette industrie et lui apporte de nouveaux contrats.

Ce numéro spécial est consacré à l'industrie d'armement et de sécurité israélienne. En Israël, comme dans le reste du monde, l'industrie de sécurité connaît une évolution accélérée ces dernières années. Dans ce cadre, l'armement figure comme le secteur le plus productif. Outre des articles sur l'importance de ce secteur et de la place qu'il occupe dans la coopération militaire entre la Suisse et Israël, deux contributions se penchent sur son impact politique et sa spécificité : Israël se spécialise en effet de plus en plus dans les technologies et les tactiques de surveillance asymétrique facilitant la répression d'une population largement sans défense. Grâce au fait qu'ils sont « testés » en conditions réelles sur les Palestiniens, les produits israéliens d'armement et de sécurité obtiennent un réel succès auprès d'un grand nombre d'institutions militaires dans le monde

Drone Heron 1 d'Israel Aerospace Industries, un des deux modèles présélectionnés par l'armée suisse.



Dépôt de signatures pour la pétition contre la collaboration militaire avec les pays du Proche-Orient, 30.9.2005

entier – y compris en Suisse. La démonstration de leur efficacité est utilisée comme argument de promotion par les agents commerciaux militaires israéliens. Un autre article jette un regard sur l'arsenal nucléaire israélien, élaboré en secret, mais avec la complicité des puissances occidentales.

Dans ce numéro on trouvera également une critique d'un livre qui explore les chapitres les plus sombres de la coopération militaire entre l'Afrique du Sud sous l'apartheid et Israël – sujet d'actualité également pour la Suisse vu que les banques et l'industrie suisses ont soutenu le régime d'apartheid jusqu'à sa chute. De nombreuses archives liées à cet épisode restent encore interdites aux chercheurs. Qui sait, peut-être y aura-t-il dans quelques années une étude réalisée par le Fonds national suisse sur la complicité de la Suisse avec le régime d'apartheid israélien ? Les informations sur la coopération dans le domaine bancaire sont révélatrices de cette ancienne et profonde entente. Ainsi, le choix de la banque privée suisse Julius Baer d'engager comme consultant l'ancien Premier ministre et ministre de la Défense, Ehud Barak, également ancien chef d'état major. Les excellentes relations de ce dernier avec l'industrie d'armement ne font pas de doute. N'est-ce là qu'une simple faute de goût de la part des milieux bancaires suisses ? Seraient-ils totalement hermétiques aux principes de respect des droits humains dans la manière de guider leurs accords financiers ? Pourtant, ainsi que la Cour Internationale de Justice l'a confirmé en 2004, tous les Etats ont l'obligation de ne pas reconnaître la situation

illicite créée par Israël, et les États parties à la quatrième convention de Genève ont l'obligation de faire respecter le droit international humanitaire incorporé dans cette convention.

Avec ce numéro spécial, nous entendons démontrer pourquoi toute coopération militaire et sécuritaire avec Israël doit être suspendue tant que ce pays continue de violer systématiquement les droits humains et les principes fondamentaux du droit international. L'opposition au projet d'achat des drones israéliens fait partie de ce raisonnement. Le débat parlementaire sur l'acquisition de drones est prévu pour l'automne 2014. Il est donc encore temps de se mobiliser contre ce projet. La récolte de signatures contre cet achat se poursuivra donc encore jusqu'à la fin de l'été 2014.

Nous envoyons volontiers sur demande des exemplaires de ce numéro spécial au prix de revient.
Bonne lecture !

Nous sommes reconnaissants pour vos dons qui nous aident de façon significative à atteindre, avec notre travail non rémunéré, un public plus large !

Coordonnées Bancaires

BDS CH
CCP 40-307393-0
BP 4020, 2004 Bâle
IBAN : CH44 0900 0000 4030 7393 0
BIC : POFICHBEXXX
PostFinance AG, Mingerstrasse 20, CH- 3030 Berne



L'industrie d'armement et de sécurité israélienne

„Israeli products are usually battle-tested and adapted and improved according to real-time feedback from results in the field.“ (Ministère israélien de l'industrie, du commerce et du travail)

Depuis plus de 60 ans, Israël joue le rôle principal dans un conflit armé au Proche-Orient, centre de géopolitique qui a des répercussions considérables sur la stabilité régionale et mondiale. Cela a fait d'Israël un des Etats les plus militarisés du monde et actuellement le leader du développement et de la production de technologies hautement développées dans l'industrie d'armement et de sécurité. Celles-ci engloutissent beaucoup d'argent, mais sont aussi une source permanente de profits, par la vente des connaissances et des produits ainsi générés et élaborés.

Par Agnes Küng

L'état de guerre permanent d'Israël, l'occupation des territoires palestiniens et des hauteurs syriennes du Golan, l'expulsion de la population palestinienne et sa surveillance dans leurs « ghettos », la construction du mur, « l'administration » du nombre constamment élevé de prisonniers palestiniens dans des prisons israéliennes, l'entretien de centaines de check-points, la surveillance des frontières, tout cela implique une focalisation de la politique israélienne sur les domaines de l'industrie et de la recherche militaires. La politique d'expansion, d'agression, d'expulsion et d'oppression d'Israël, poursuivie depuis des décennies, viole les droits humains fondamentaux et le droit international humanitaire. Selon la Cour Internationale de Justice (CIJ), il s'agit là de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La plupart des gouvernements soit acceptent cette situation sans

rien dire, soit se contentent de commentaires purement formels et dérisoires à l'occasion de nouvelles attaques d'Israël ou d'agrandissements de colonies illégales. Simultanément, on s'empresse d'acheter les armes et les systèmes de sécurité les plus récents produits par Israël. On évite à dessein de voir que les pays acheteur d'armes se font ainsi les complices de la politique de répression israélienne et violent en plus leurs propres lois.

La politique étrangère se veut pragmatique. L'intérêt et les calculs cyniques occupent le premier plan, des considérations morales ne feraient que gêner les affaires. Qui d'autre qu'Israël, à notre époque des courants migratoires et des troubles sociaux potentiels, dispose de plus d'expérience dans le contrôle et l'intimidation de millions de gens ? Où peut-on se procurer, ailleurs qu'en Israël, des armes et systèmes de sécurité plus sophisti-

qués, spécialement adaptés à la guerre asymétrique, et éprouvés au combat durant de longues années ?

Les territoires palestiniens comme laboratoire

Le prix de cette situation intenable est payé avant tout par la population palestinienne qui devient de plus en plus le cobaye du laboratoire israélien. On y étudie les armes et tactiques pour le contrôle des personnes et la lutte contre les soulèvements, connaissances qui peuvent ensuite être exportées avec profit à l'étranger. Et n'imaginons pas que cette technologie ingénieuse n'est destinée qu'à combattre un danger éventuel qui viendrait de l'extérieur, elle sera bien au contraire aussi utilisée, le cas échéant, à l'encontre de notre propre population. Les droits du citoyen sont aussi mis en péril chez nous. Certains milieux attisent la peur de l'étranger pour augmenter les dépenses pour l'armée, la police et des entreprises de sécurité privées, sans rencontrer beaucoup de résistance. Le présent article aimerait rendre attentif à ces rapports, éclairer certains aspects de l'industrie d'armement et de sécurité israélienne et attirer l'attention sur les multiples relations avec les partenaires économiques internationaux, étatiques ou privés.

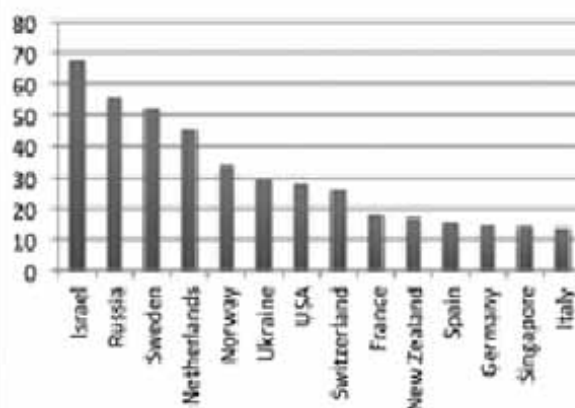
L'économie militaire et d'armement d'Israël

Les bases de l'industrie d'armement d'Israël existaient déjà avant la fondation de son Etat, avec la création en 1933 des Israel Military Industries (IMI). A l'époque, elles produisaient des munitions de petit calibre pour les milices clandestines ; elles existent encore sous le même nom et constituent actuellement une des plus grandes firmes d'armement. Depuis lors, environ 450 usines militaires de l'industrie aéronautique et aérospatiale ainsi que de sécurité ont été fondées en Israël ; les ventes sont estimées par l'Institut de la recherche pour la paix (SIPRI) à environ 11 milliards de dollars pour 2011. Elles produisent toute la palette des produits militaires : munitions, grenades antichar, obus de lance-mines et bombes à fragmentation, fusées d'artillerie, fusées porteuses, armes de petit calibre, pièces d'artillerie, chars blindés, avions, bateaux lance-roquettes, véhicules robotisés, drones jusqu'aux systèmes optiques et électroniques ultra perfectionnés pour le fonctionnement et le pilotage de tous ces appareils, pour le radar, les simulateurs, la communication, les satellites, pour

la surveillance et le contrôle. Les entreprises étatiques d'armement et de sécurité les plus importantes sont Israel Aerospace Industries (IAI), IMI susmentionnées et Rafael Arms Development Authority, mais également des entreprises privées telles qu'Elbit Systems et EMIT Aviation. L'industrie militaire israélienne occupe environ 50 000 personnes et représente un facteur économique extrêmement important pour Israël.

Comparé au produit intérieur brut (PIB), Israël a un des budgets militaires les plus élevés au monde après l'Arabie saoudite (8,4 %). Celui-ci s'élevait en 2011 à env. 13 milliards de dollars, ce qui correspond à 6,8 % du PIB, dont env. 1,5 % sont couverts par l'aide militaire des Etats-Unis (en comparaison: dépenses militaires des Etats-Unis 4,3 % et de la Grande-Bretagne 2,5 % du PIB, moyenne générale 2,5 %). A quoi s'ajoutent encore des dépenses d'env. 12,3 % pour la sécurité, la police, l'entretien des prisons etc.

Exports Per Capita



Exportations par tête d'habitant selon les données du SIPRI 2012, source : GSSA (colonne de gauche: SIPRI Trend Indicator Value)

<http://www.gsoa.ch/themen/kriegsmaterial-exporte/02030/schweiz-weltweit-top-8-beim-waffenexport/>

Le développement d'une industrie d'armement sophistiquée a forcément stimulé les exportations. En 2007, Israël était responsable de 10 % du total mondial des exportations d'armes. Le pays peut se mesurer avec quelques-unes des plus grandes industries d'armement du monde. En ce qui concerne la part des armes exportées par habitant, Israël se situe désormais en tête du classement mondial (cf. le graphique). En 2010, les exportations atteignaient env. 7,2 milliards de dollars, entre 10 et 15 % du total des exportations israéliennes. A quoi s'ajoutent encore pour env. 3 milliards de dollars les exportations de l'aéronautique soi disant « non militaire » et de l'industrie de sécurité.

L'armée au service de l'apartheid et du colonialisme

Une importante partie du matériel d'armement israélien est cependant engagée dans le pays même contre la population palestinienne et les résistants considérés comme des terroristes, par exemple lors de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, ainsi que de la surveillance du mur de l'apartheid et des points de contrôle. Pour que l'Etat hébreux puisse maintenir sa politique militariste, la taille du secteur de défense est déterminante. L'oppression quotidienne et l'expulsion continue de la population de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie ainsi que les attaques sur la bande de Gaza représentent, répétons-le, un bon terrain d'essai pour le développement d'un équipement de plus en plus spécialisé. Celui-ci est vanté sans gêne comme « matériel aguerri », sur les sites Internet et dans les bourses aux armes internationales, par les industries d'armements israéliennes. Remarquons que les vendeurs sont souvent d'anciens soldats et officiers de l'armée israélienne (IDF). Le jeu en vaut apparemment la chandelle. Après chaque guerre dont Israël est l'initiateur et après chaque attaque sur la bande de Gaza, la production et l'exportation d'armes connaît un boom. C'est ainsi que les exportations militaires ont triplé ces dix « dernières années, notamment dans le contexte de la lutte contre le terrorisme », et Israël a atteint selon des estimations actuelles entre la quatrième et la sixième place des exportateurs du monde. Les Etats-Unis sont toujours prêts à compléter les arsenaux après une confrontation armée et à mettre des moyens financiers supplémentaires à disposition d'Israël.

Le rôle d'Israël dans la répression mondiale

Mais ce ne sont pas seulement la production et l'exportation d'armes qui augmentent rapidement après chaque frappe militaire. La pratique quotidienne des forces d'occupation israéliennes dans les territoires occupés permet le développement continu de la technologie de surveillance et l'amélioration des tactiques de contrôle des personnes. Ces équipements et méthodes d'entraînement suscitent un grand intérêt de la part de bien des pays. Mais ce développement ne date pas d'hier. Selon une étude récente du Réseau International Juif Anti-Sioniste (IJAN), Israël a livré ces technologies et méthodes d'entraînement dans le monde entier depuis la fondation de son Etat en 1948, soutenant ainsi



Installations sécuritaires à la prison d'Eshel dans le Néguev

des régimes répressifs mais torpillant en même temps de nombreux mouvements de libération populaires. Un des exemples les plus actuels dans ce domaine est la participation de l'entreprise d'armement israélienne Kollmann (une filiale d'Elbit System) à la construction du mur qui longe la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique.

L'histoire de la croissance du secteur militaire israélien est liée au mythe de la petite nation qui doit combattre sur tous les fronts pour pouvoir survivre. L'Etat d'Israël n'a pourtant que rarement été forcé de se défendre. Il a bien plus souvent décidé par lui-même d'engager le combat. Sa doctrine d'Etat est faite d'agression, d'épuration ethnique et d'expansion. Israël est ainsi devenu une des sociétés les plus militarisées au monde et il peut être considéré comme un Etat forteresse qui s'isole de tous côtés du reste du monde. Même des scientifiques israéliens disent d'Israël que ce n'est pas un Etat avec une armée, mais une armée avec un Etat (cf. Ilan Pappé dans son article "Disarm Israel" du 28.07.2009). L'ancienne prévision de Sir Thomas Rapp, le chef du bureau britannique du Moyen-Orient au Caire et conseiller du gouvernement britannique en vue de l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, s'est ainsi vérifiée : « La jeune génération est éduquée dans un environnement militariste, ce qui crée une menace permanente pour la paix au Moyen-Orient, de sorte qu'Israël a tendance à s'éloigner d'un mode de vie démocratique pour aller vers le totalitarisme (...). » (Public Record Office, Foreign Office Files 371/82179, E1015/119, lettre à Ernest Bevin, ministre britannique des affaires étrangères, 15 décembre 1950)

Participation d'universités israéliennes

L'industrie d'armement et de répression israélienne ne doit toutefois pas compter que sur elle-même. Elle est en effet intimement liée à des institutions étatiques telles que l'armée, la politique, les services secrets, les universités, des entreprises privées, des organisations sionistes mondiales et des banques internationales. La plus ancienne université d'Israël, le Technion de Haïfa, a par exemple développé un bulldozer Caterpillar D-9 pour permettre à l'armée de détruire des maisons palestiniennes. Elle a en outre signé un accord de coopération avec l'entreprise d'Etat Rafael Armament Development Authority. Les réservistes d'IDF bénéficient lors de leurs études d'avantages particuliers ; les travaux de master qui traitent de sujets militaires sont particulièrement encouragés ; les anciens étudiants du Technion occupent presque exclusivement des postes de cadres dans l'armée. Le Technion collabore aussi étroitement avec l'entreprise d'Etat IAI ainsi qu'avec Elbit Systems et bénéficie de la part de ces partenaires d'aides financières généreuses. Souvent, les mêmes personnes occupent simultanément, ou les unes après les autres, les postes importants dans ces entreprises, au gouvernement, dans l'administration, dans l'armée et à l'université. Toutes les universités et les instituts de recherche d'Israël sont liés d'une façon ou d'une autre à l'industrie d'armement et de sécurité. Ils ne font pas seulement partie des profiteurs de la politique d'occupation, d'oppression et d'apartheid, mais sont bien des complices des crimes commis contre la population palestinienne. Elles fournissent – en toute connaissance de cause – à l'industrie de répression israélienne des résultats de recherche, de la technologie, des arguments et des cadres.

Coopération internationale

Bien qu'Israël parvienne à couvrir la plus grande partie de ses besoins en équipements militaires grâce à son énorme industrie d'armement et de sécurité, le pays dépend de l'aide financière de l'étranger. Celle-ci est fournie en premier lieu sous la forme d'aides militaires des Etats-Unis (en 2012 env. 4 milliards de dollars, entre autres pour le système antimissile Iron Dome), de sorte qu'Israël occupe la première place sur la liste des plus grands bénéficiaires d'aide étrangère au monde. Entre 1973 et 2008, les Etats-Unis ont soutenu Israël avec plus de 200 milliards d'aide militaire. C'est un facteur déterminant du succès de l'industrie d'arme-



ment et de sécurité israélienne, comme de la politique de répression israélienne en général.

Les Etats-Unis ne sont pas les seuls à mettre au pilori. L'Union européenne (UE) joue aussi un rôle déterminant dans le soutien au système israélien d'oppression et d'expulsion de la population palestinienne. Entre 2003 et 2008 elle a livré pour un milliard d'euros d'armes à Israël, violant par là ses propres lois. Israël est par ailleurs l'un des partenaires étrangers les plus importants du programme-cadre de l'UE pour la recherche scientifique et a reçu, dans ce cadre, entre 2007 et 2013, une contribution de 53 milliards d'euros. Sous prétexte de la lutte contre le terrorisme, l'UE a décidé il y a quelques années que des usines d'armement pouvaient aussi poser leur candidature pour revendiquer des moyens financiers dans le cadre de la recherche en matière de sécurité. Des entreprises privées israéliennes ainsi que des institutions académiques ou étatiques participent à au moins dix des 45 premiers projets qualifiés par l'UE de « recherches sur la sécurité ». En font partie les entreprises Motorola Israël avec un programme de surveillance, IAI, Aeronautics Defence Systems, ainsi que Elbit Systems avec un projet de développement de drones. Par ailleurs, divers programmes de recherche militaire d'universités israéliennes ont également été financés dans ce cadre, dont le Technion de Haïfa déjà mentionné. Un des axes essentiels du futur programme-cadre de recherche est celui de l'industrie de « sécurité ». Pour y participer, Israël s'est résigné à accepter les nouvelles règles d'attribution de fonds, décidées par

l'UE en été 2013, qui en principe excluent toutes les organisations et institutions liées à l'occupation.

Robotique et déshumanisation

Israël est, avec les Etats-Unis, leader dans le développement de véhicules robotisés, de robots miniaturisés, de robots ressemblant à des combattants humains et de drones. La Suisse, qui aimerait aussi profiter des connaissances d'Israël acquises sur les champs de bataille, projette une fois de plus d'acheter des drones à Israël. Et comme on peut le lire dans la requête du Département militaire, il n'est pas question seulement d'une protection contre un danger extérieur, mais aussi de la surveillance de la population indigène sur les lieux publics et lors de grandes manifestations.

Pour l'instant, les véhicules robotisés et les drones sont encore pilotés par des êtres humains. Mais il existe déjà des engins qui agissent presque automatiquement en surveillant par exemple sans équipage une frontière, en arrêtant des intrus et en pouvant demander à une centrale la permission de tirer. Israël est déjà engagé dans des recherches qui vont plus loin et qui visent à créer un robot de combat (appelé robot tueur) fonctionnant de manière totalement autonome, sans contrôle humain. C'est pourquoi l'organisation Human Rights Watch a demandé récemment l'instauration d'un accord international interdisant le développement et la construction de robots de combat autonomes. De son côté, depuis 2003, l'ONU a aussi mis à l'ordre du jour la question des conséquences en droit international de

l'engagement de drones contre de personnes recherchées et la question de l'utilisation d'armes fonctionnant sans intervention humaine.

Le programme nucléaire israélien et l'utilisation d'armes illégales

Bien qu'officiellement ce ne soit ni confirmé ni démenti, on sait qu'à côté d'armes conventionnelles, Israël possède illégalement jusqu'à 400 ogives nucléaires, ce qui fait de ce pays la seule puissance nucléaire au Proche et Moyen-Orient (cf. article p. 32). Israël n'a pas signé le traité de non prolifération et n'est donc pas non plus contrôlé par l'Agence Internationale d'Energie Atomique (AIEA). Les premiers à avoir contribué à ce développement nucléaire illégal sont la France et des personnes influentes des Etats-Unis, tel Henry Kissinger), mais récemment on a aussi vu la contribution de l'Allemagne à cette politique, avec l'envoi de six sous-marins conventionnels, dotés ensuite par Israël de missiles de croisière nucléaires. L'ONU et la plupart des gouvernements tolèrent tacitement l'arsenal nucléaire non déclaré d'Israël. Toutefois, en décembre 2012, l'Assemblée générale de l'ONU a prié Israël de rendre public son programme nucléaire et de signer le traité de non-prolifération des armes nucléaires.

L'expérimentation d'armes conventionnelles et leur emploi abusif contre la population palestinienne est déjà épouvantable, mais on ne peut passer ici sous silence un des chapitres les plus sombres de la politique militaire israélienne, à savoir l'utilisation, documentée, d'armes prohibées. C'est ainsi qu'Israël a utilisé, par exemple, le phosphore blanc, des munitions à uranium appauvri, des grenades de mortier dirigées par GPS, des bombes DIME avec 25 % de TNT et 75 % de tungstène (un métal lourd), ainsi que des bombes à fragmentation, ceci notamment lors de l'opération « Plomb durci » en 2008/09 et plus généralement lors des dernières attaques contre la bande de Gaza, densément peuplée. L'utilisation de toutes ces armes viole le droit international et est considéré comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Responsabilité de la communauté internationale

Compte tenu de l'ampleur et du nombre de violations du droit international, il est plus que surprenant de



voir comment notre gouvernement – qui en tant qu’Etat signataire et dépositaire des Conventions de Genève porte une responsabilité particulière dans le contrôle du respect de ces conventions –, mais aussi des organisations antimilitaristes et pacifistes, ont fait jusqu’à ce jour peu de cas de ces crimes. D’autres pays et quelques organisations de défense des droits humains ont davantage réagi. Ainsi Amnesty International a appelé à un embargo sur la livraison d’armes à Israël après l’attaque de la bande de Gaza en 2008/09 ; la Norvège a décrété une interdiction du commerce d’armes avec Israël ; le gouvernement belge a suspendu ses livraisons d’armes vers Israël ; la Grande-Bretagne a rappelé plusieurs licences de ses industries d’armement concernant l’exportation d’équipements

d’armements à Israël ; et l’Irlande a annulé un contrat de livraison de dix millions de balles de fusils à Israël. La campagne internationale de boycott, de désinvestissement et de sanctions contre Israël, initiée et dirigée par des organisations palestiniennes, revendique également un embargo militaire conséquent (cf. p. 35).

« Etre libre ne signifie pas seulement briser les chaînes, mais aussi vivre de façon à respecter la vie et la liberté des autres. »

Nelson Mandela, en novembre 2012, dans l’introduction d’un appel pour un embargo militaire contre Israël, signé par 52 Prix Nobel, artistes et activistes réputés.

Traduction : Pierre Krenger

Sources

Brochures d’information

- BDS: www.bdsmovement.net: Palestinian Civil Society Call for a Comprehensive Military Embargo of Israel
<http://de.scribd.com/doc/77723230/Targeting-Israeli-Apartheid-a-Boycott-Divestment-and-Sanctions-Handbook>
- IJAN: Israel’s Worldwide Role in Repression
<http://israelglobalrepression.files.wordpress.com/2012/12/israels-worldwide-role-in-repression-footnotes-finalized.pdf>
- COAT (Coalition to Oppose the Arms Trade, Canada): State-owned Israeli War Industries
<http://coat.ncf.ca/P4C/66/state-owned.pdf>
- Stop the Wall: Boycott Elbit Systems
<http://www.stophthewall.org/downloads/pdf/Elbit-fc.pdf>
- End the Occupation: Israeli Accountability Now
<http://www.endtheoccupation.org/downloads/Israeli%20Accountability%20Fact%20Sheet%20.pdf>

Articles

- Ilan Pappé: Disarm Israel
<http://www.pacbi.org/etemplate.php?id=1059&key=armament>
- Yotam Feldman: Israel’s Waffen für die Welt
<http://www.zeit.de/wirtschaft/2012-12/israel-waffengeschaefte-gaza>
- Yotam Feldman: „Wars on Gaza have become part of Israel’s system of governance”: An interview with filmmaker Yotam Feldman
<http://972mag.com/wars-on-gaza-have-become-part-of-israels-system-of-governance-an-interview-with-filmmaker-yotam-feldman/71957/>
- Johannes Korge: Waffen für Israel und Saudis: USA planen riesigen Rüstungsdeal im Nahen Osten
<http://www.spiegel.de/politik/ausland/israel-und-saudis-usa-planen-gewaltigen-ruestungsdeal-im-nahen-osten-a-895360.html>
- Peter Coy: Behind the Iron Dome: How Israel Stops Missiles
<http://www.businessweek.com/articles/2012-11-21/how-to-stop-missiles-the-company-behind-israels-iron-dome>
- Josh Ruebner: US Weapons to Israel Are Disincentives to Peace
<http://palestinechronicle.com/us-weapons-to-israel-are-disincentives-to-peace/#.UX7QDErO98E>

- Ben White: New concerns over human rights
<http://blogs.independent.co.uk/2012/02/06/lse-new-concerns-over-human-rights/>
- Jimmy Johnson: Israeli firm helps NSA spy on Americans and Mexicans
<http://electronicintifada.net/blogs/jimmy-johnson/israeli-firm-helps-nsa-spy-americans-and-mexicans>
- James Brooks: Dispersing Demonstrations – Or Chemical Warfare?
<http://electronicintifada.net/content/dispersing-demonstrations-or-chemical-warfare/5152>

Travaux de recherche

- Neve Gordon: The Political Economy of Israel’s Homeland Security/Surveillance Industry
<http://www.sscqueens.org/sites/default/files/The%20Political%20Economy%20of%20Israel%E2%80%99s%20Homeland%20Security.pdf>
- Dan Peled vom Samuel Neaman Institute, Haifa: Defense R&D and Economic Growth in Israel: A Research Agenda
<http://econ.haifa.ac.il/~dpeled/papers/ste-wp4.pdf>
- Tiirkkaya ATAÖV: The Arming of Israel and its Impact on Regional and World Peace and European Detente
<http://dergiler.ankara.edu.tr/dergiler/44/675/8591.pdf>
- Shmuel Even: Israel’s National Security Economy: Defense and Social Challenges
<http://www.isn.ethz.ch/Digital-Library/Publications/Detail/?ots591=0c54e3b3-1e9c-be1e-2c24-a6a8c7060233&lng=en&id=134051>

Ministère israélien de l’industrie, du commerce et du travail

- Defense Related Products. Innovative, Comprehensive, Cost-Effective Defense Solutions
http://www.moital.gov.il/CmsTamat/Rsrc/ICA/Industrial_cooperation_in_israel2011-2012/artical4.html



L'impact politique du commerce d'armes de l'Europe avec Israël



L'importance des exportations d'armements pour l'économie israélienne est immense. En tant qu'activistes, il ne faut pas négliger cet aspect très important de la lutte contre la violence et l'occupation israéliennes. Car c'est précisément en abordant la question du commerce des armes israélien qu'on peut comprendre en quoi la lutte pour une Palestine libre est aussi une lutte mondiale. (ed.)

Par Shir Hever

La critique du fonctionnement de l'industrie d'armement et de sécurité israéliens est un des éléments clés de la lutte contre le colonialisme, l'occupation et l'apartheid israélien. D'un côté, les exportations d'armes d'Israël encouragent l'armée israélienne et contribuent au financement de l'occupation et de l'appareil de répression en Palestine. D'autre part, ces exportations d'armes ont aussi un impact sur les pays qui importent des technologies de sécurité israéliennes pour le contrôle de leurs propres citoyens. Il s'agit donc

de souligner que la lutte pour la liberté et la justice en Palestine est aussi un combat pour la liberté et la justice en Europe et dans le monde.

Au cours de ces dernières 15 années, Israël a occupé entre la cinquième et la dixième place dans l'exportation d'armes, après les Etats-Unis, la Russie, le Royaume Uni et l'Allemagne. Dans la mesure où il existe déjà d'importantes campagnes mondiales contre le commerce des armes de ces pays, pourquoi accorder une attention particulière au rôle que joue Israël dans ce domaine ?

La raison est que ces exportations militaires et sécuritaires sont qualitativement différentes. Si nous analysons le type de produits militaires et sécuritaires

En haut : Système d'imagerie thermique de vision nocturne, produit par Elbit Systems



Chasseur-bombardier israélien Kfir, loué à Israël par les Etats-Unis dans les années 80

fabriqués en Israël, nous constatons que ces technologies sont conçues moins pour maximiser les pertes ennemies ou pour détruire leurs citadelles que pour contrôler des civils, pour envahir leur vie privée, pour les emprisonner, pour maîtriser et réduire au silence des populations non armées ou qui ne disposent que d'armes légères. La guerre entre la Russie et la Géorgie en 2008 a bien montré qu'une armée (en l'occurrence celle de la Géorgie) lourdement équipée par Israël pouvait être écrasée par une force militaire plus massive et plus puissante. C'est parce que les équipements conçus et fabriqués par Israël sont prévus non pas pour servir contre une armée organisée mais pour aider les plus forts à réprimer la résistance des faibles.

Cet aspect de l'exportation des armes par Israël n'est pas nouveau. En 1982 Israel Shahak écrivait dans son œuvre *Israel's Global Role: Weapons for Repression*: « De la Rhodésie aux monarchies du Golfe en passant par l'apartheid de l'Afrique du sud, les intérêts d'Israël se trouvent non pas du côté des masses qui luttent pour la liberté mais du côté de leurs geôliers. » Cette citation est aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était il y a trente ans.

N'oublions pas que, même si Israël n'a pas mené de guerre conventionnelle depuis 1973, donc depuis 40 ans, son armée et sa police sont engagées dans une lutte sans répit pour réprimer la résistance palestinienne. Le ministère israélien de la Défense accorde presque automatiquement aux officiers à la retraite du rang de colonel ou au-dessus un permis qui leur permet de faire du commerce d'armes.

Comme les militaires israéliens accèdent très tôt à la

retraite, beaucoup d'officiers cherchent une seconde carrière, et leur expérience d'une vingtaine d'années au sein de l'armée israélienne les conduit directement vers l'industrie sécuritaire. S'ils développent un produit et en vendent un prototype à l'armée israélienne (démarche facilitée par le fait qu'ils y conservent des liens personnels) ils peuvent utiliser comme argument de vente à l'égard de leurs clients potentiels le fait que leur équipement a déjà été utilisé et testé par l'armée israélienne. C'est ce qui a incité Naomi Klein à écrire en 2007 qu'Israël a transformé l'occupation en un laboratoire. Les victimes palestiniennes de l'armée israélienne contribuent ainsi – à leurs dépens – aux bénéficiaires des entreprises d'armement israéliennes.

Israël aide les riches à se défendre contre les pauvres

En 2000, Israël n'était que le dixième exportateur d'armes au niveau mondial (rang assez élevé, vu que les pays mieux classés étaient tous nettement plus grands et plus peuplés qu'Israël). Mais à cette époque, Israël était déjà quatrième exportateur d'armes vers les pays en voie de développement, les milices et les organisations paramilitaires. Les entreprises israéliennes violaient aussi régulièrement les embargos sur les armes imposés par l'ONU et ont réalisé de juteux profits précisément là où des commerçants d'armes plus « respectables » (à supposer que cela existe !) hésitaient à s'impliquer.

Netanyahu a relevé ultérieurement que les attentats du 11 septembre avaient été « bénéfiques pour Israël », puisqu'elles aidaient à prouver que l'Islam était l'ennemi et que les méthodes brutales employées par Israël étaient justifiées. Mais si l'image d'Israël a bénéficié des attaques du 11 septembre, c'est aussi et surtout le cas de l'industrie sécuritaire israélienne. C'est après ces attaques qu'on a commencé à utiliser le terme « sécurité du territoire » (homeland security). Les Etats-Unis ont créé un Département de la Sécurité du territoire, qui jouit actuellement d'un budget équivalent à celui de la totalité du budget militaire du Royaume Uni.

Mais c'est Tel Aviv qui est la véritable capitale de l'industrie de la « sécurité du territoire ». Plus de 600 entreprises de ce type ont leur siège en Israël, sans compter de simples entreprises de sécurité et d'armes qui, elles aussi, fabriquent des produits de « sécurité du territoire ». Tel Aviv tient une bourse commerciale annuelle où des centaines d'entreprises proposent les



Le Mur de séparation en Cisjordanie

technologies qu'elles développent dans ce domaine: caméras de surveillance, technologies de traque biométrique et de classification, moyens pour disperser des manifestants, systèmes d'analyse du comportement, équipements antiémeute, menottes et entraves ainsi que des programmes informatiques pour l'exploitation de données.

En mai 2013, Israël est reconnu comme étant le premier exportateur au niveau mondial d'aéronefs commandés à distance (drones). Or, ces engins symbolisent un nouveau type de guerre. Les pays riches et développés hésitent à envoyer des troupes de leurs citoyens dans des zones de danger, mais des drones qui peuvent récolter des renseignements, photographier des personnes et même tuer depuis les airs, peuvent être pilotés en toute sécurité depuis une salle climatisée sans aucun risque pour les pilotes.

Actuellement, les clients les plus importants d'Israël en ce qui concerne l'exportation de ces équipements spécialisés sont l'Inde et le Brésil, et, à un moindre degré, la Corée du Sud, le Ghana, l'Angola et d'autres pays à forts taux d'inégalités sociales. Et ce sont bien ces inégalités sociales qui sont au cœur de l'expansion massive de l'industrie sécuritaire. Les politiques néolibérales extrêmes mises en œuvre depuis plus de quarante ans ont exclu de l'économie de vastes pans de la population. N'étant plus recherchés en tant que main d'œuvre bon marché, les habitants des « favelas » brésiliennes, par exemple, sont considérés par leur gouvernement comme étant une « population surnuméraire ». Les inégalités croissantes créent une demande constante pour des dispositifs de contrôle et de répression.



Le Mur à la frontière entre le Mexique et les Etats-Unis

En 2008, Jeff Halper écrivait que ces populations « surnuméraires » étaient gérées en faisant recours à l'emprisonnement et à des dispositifs sécuritaires et de surveillance dans le but d'un « warehousing » [litt. entreposage] et soulignait que Gaza était l'exemple paradigmatique de ce type de traitement à l'égard d'une population civile.

En effet, les technologies israéliennes destinées à contenir la résistance à Gaza sont devenues les marques de fabrique des exportations israéliennes dans le domaine sécuritaire. Après l'invasion de Gaza de l'hiver 2008/09, l'armée israélienne a organisé une bourse afin d'exposer les nouvelles technologies utilisées pendant l'attaque. Le célèbre système de missile « Dôme de fer » a été rendu célèbre pendant le bombardement de Gaza par Israël en novembre 2012. Les Palestiniens tirent des roquettes Qassam, une arme artisanale dont le coût de fabrication est d'environ 100 dollars, mais elle suffisait à empêcher les Israéliens de se détendre en sirotant leur café, pendant que les Palestiniens à Gaza vivent dans des conditions insoutenables. Les missiles « Dôme de fer » coûtent 50 000 dollars la pièce, et il en faut deux pour intercepter une seule roquette Qassam, à un coût mille fois supérieur à celui de ces roquettes artisanales. Mais pour Israël, ce coût en valait la peine dans la mesure où ils procurent au pays une image et montrent que l'on peut se détendre dans un café sans tenir compte du fait qu'un million et demi de personnes vivant quelques kilomètres plus loin manquent d'eau potable.



Système d'interception de roquettes « Dôme de fer »

L'image de l'Etat-forteresse fait grimper les ventes

C'est justement cette image qui fait vendre la technologie militaire et sécuritaire. Trois mois à peine après son utilisation lors du bombardement de la bande de Gaza, « Dôme de fer » était proposé à la vente dans une bourse en Inde.

Et c'est également cette image qui amène la communauté internationale à s'intéresser autant à la politique israélienne à l'égard des Palestiniens. Si les partis politiques et les chefs de file de l'extrême-droite apportent à Israël un soutien aussi enthousiaste, c'est parce qu'ils ont tout intérêt à légitimer les politiques israéliennes et à les reprendre à leur propre compte. Les chefs européens de droite soutiennent Israël (et l'ont invité à devenir membre de l'OCDE) non seulement parce qu'ils sont sionistes, mais parce que, si Israël peut devenir membre du monde « civilisé » et que ses actions deviennent ainsi acceptables, ceci pourrait signifier que les pays européens peuvent éga-

lement écrouler sans jugement des requérants d'asile, assassiner ceux qui protestent contre leur politique étrangère et utiliser des dispositifs de surveillance et de contrôle contre leur propres citoyen(ne)s.

Il est donc dans l'intérêt des citoyen(ne)s de tous les pays de démontrer au monde entier que la politique d'Israël n'est ni légitime ni acceptable, sans quoi nous risquons de nous trouver demain dans la même situation que celle que subissent actuellement les Palestiniens.

Shir Hever est un économiste au Centre d'Information Alternative à Jérusalem et Beit Sahour (Bethléem), vivant actuellement en Allemagne. Ces recherches portent sur les aspects économiques de l'occupation israélienne, y compris l'impact des programmes d'aide internationale dans les territoires occupés et en Israël, les effets de l'occupation sur l'économie israélienne et l'impact de la campagne BDS. Il a publié *The Political Economy of Israel's Occupation* (ISBN 978-0-7453-2794-5, 2010, Pluto Press).



La complicité militaire entre la Suisse et Israël

D'après le Conseil fédéral, des mesures de promotion de la paix constitueraient le pilier de sa politique extérieure au Proche-Orient. Selon ses dires, il viserait une solution du conflit israélo-palestinien basé sur le respect du droit international humanitaire et des droits humains. Or, si l'on s'en tient aux faits plutôt qu'aux mots, c'est le contraire qui se passe. La Suisse officielle, représenté par le Conseil fédéral, et notamment le Département militaire dirigé par Ueli Maurer et le Département des affaires étrangères sous la direction de Didier Burkhalter, poursuivent une politique qui privilégie le régime d'occupation et le renforce face à ses victimes. La collaboration étroite avec Israël dans le domaine de l'économie et de l'armée ne permet pas d'autre conclusion.

Par Hanspeter Gysin

Les relations entre le Haut Commandement de l'armée suisse et les officiers israéliens sont étroites et ont une longue tradition. Dans le passé les deux parties se préoccupaient beaucoup du maintien du service militaire obligatoire et du système de milice ; depuis toujours elles échangent régulièrement leur savoir-faire en matière d'organisation et de technologie. Un des facteurs qui contribue à cette bonne entente, c'est le mythe qu'ils partagent d'être des petits pays aimant la paix mais obligés de se défendre (dans le cas de la Suisse dans un passé lointain) contre des puissances prétendument gigantesques qui le menacent dans leur existence.

A défaut d'avoir elle-même une expérience de combat, la caste des officiers suisses se sert très volontiers des connaissances tirées des guerres israéliennes pour leur formation. Dans les années 1970, lorsque les armées de l'air des deux pays utilisaient les bombardiers français Mirage, elles organisaient des échanges réguliers de pilotes pour qu'ils puissent s'exercer. Aujourd'hui encore,

En haut : modèle ancien du drone Ranger survolant Lucerne

l'entraînement mutuel du personnel militaire est une pratique courante. Les cadres de l'armée suisse profitent également d'occasions comme celle de l'incendie de forêt survenu en Israël en 2010. A cette occasion des hélicoptères de l'armée suisse ont été démontés et transportés par avion cargo pour assister les pompiers israéliens, tout ceci étant organisé, disait-on, d'une manière « non bureaucratique ».

Des rapports amicaux

Au cours des années, des représentants de l'armée suisse se sont régulièrement rendus en Israël pour des entretiens dont le contenu n'était que partiellement accessible au public suisse, pour des raisons de secret militaire. Samuel Schmid, l'ancien chef du Département de la défense, de la protection civile et du sport – DDPS – (anciennement Département militaire), était déjà un partenaire zélé de l'armée israélienne. En 2005 il s'était présenté personnellement à Ariel Sharon ; son chef de l'armée de l'air, Walter Knutti, entretenait des relations particulièrement amicales avec son homologue israélien Eliezer Skhedi (l'actuel dirigeant de la compagnie d'aviation israélienne El Al). Il est vrai qu'en 2006, peu après la campagne meurtrière au Liban au cours de laquelle l'armée israélienne a tué plus de mille civils, Samuel Schmid s'est vu obligé de décommander une visite amicale de Luc Fellay, son commandant de corps et chef de l'armée. Une délégation militaire sans chef a tout de même effectué le voyage, avec une publicité réduite. Au cours de ces dernières années, le successeur de Schmid au DDPS, le Conseiller fédéral UDC

Ueli Maurer, a envoyé à plusieurs reprises André Blattman, le chef de l'armée, en Israël pour des entretiens avec des officiers haut-gradés. A cette occasion ils ont entre autres visité des bases de lancement des drones israéliens, à partir desquelles ces aéronefs téléguidés décollent pour leurs missions mortifères. Le bombardement de la Bande de Gaza (2008/09), qui faisait de nouveau plus de mille victimes civiles et plusieurs milliers de blessés graves, ainsi que l'attaque d'une flottille d'aide internationale (2010) avec neuf morts sur le navire de passagers Mavi Marmara, n'eurent aucune incidence sur la collaboration militaire entre la Suisse et Israël. Au contraire: la même année M. Maurer n'a pas hésité à honorer les responsables de ces assassinats par une visite amicale officielle. Au début 2013 il profita également de la rencontre des leaders mondiaux au Forum économique mondial de Davos pour signer une déclaration d'intention concernant la poursuite et le renforcement de la collaboration militaire avec le ministre de la Guerre de l'époque Ehud Barak, qui est actuellement le conseiller de la succursale de la banque suisse Julius Bär en Israël. On peut supposer que le business avec les drones joua un rôle important dans ces transactions. Même certains politiciens bourgeois de notre pays se montrent actuellement quelque peu préoccupés par le fait qu'aucune offre provenant d'un autre pays qu'Israël n'a été examinée en ce qui concerne les drones. A noter que deux chefs du DDPS issus du parti de droite UDC se sont révélés être des fidèles alliés d'Israël.

L'ennemi intérieur

Puisque le Département militaire manque apparemment d'ennemis extérieur à se mettre sous la dent, il prévoit d'utiliser de plus en plus l'armée suisse pour des missions policières à l'intérieur du pays, d'où la nécessité de drones de surveillance. Le drone Ranger actuellement en action chez nous est déjà le fruit de la collaboration, dans les années 1980, entre d'une part l'usine d'armement RUAG, d'Oerlikon Contraves, entreprise appartenant à la Confédération suisse, et d'autre part l'entreprise Israel Aerospace Industries. C'est également dans le cadre de cette collaboration qu'ont été développées des bombes à fragmentation.

Les drones destinés à la Suisse ne seront pas armés, mais ils serviront à surveiller des êtres humains et, au besoin, à les traquer. Dans le domaine de la surveillance des frontières, ils serviront à intercepter des réfugiés pour les empêcher d'entrer en Suisse. Lors d'actions d'opposition politique, qu'il s'agisse de manifestations,



Le drone Heron 1 d'Israel Aerospace Industries lors de la présentation en Suisse

d'occupations ou de grèves tout comme lors de manifestations sportives de grande envergure, les drones seront utilisés par les forces de l'ordre pour contrôler et surveiller les rassemblements. Les conférences des élites économiques, politiques et militaires, comme le Forum à Davos ou les rencontres du G-X organisés par les Etats économiquement dominants, pourront fonctionner à l'abri de tout dérangement grâce aux yeux vigilants de drones qui scruteront les événements depuis le ciel.

Cet achat de drones rapportera à l'industrie d'armement israélienne environ 500 millions de dollars. Le colonel Roland Ledermann, directeur du projet et responsable de l'évaluation auprès d'Armasuisse (le centre de compétences de la Confédération pour l'acquisition de systèmes et de matériels technologiquement complexes), pense que la commande se fera en 2016.

L'industrie d'armement israélienne est, avec celle des Etats-Unis, une des rares à pouvoir satisfaire ce genre de désirs des stratégies militaires. Des drones israéliens du type Héron sont déjà au service des armées française, allemande, anglaise, russe, indienne et turque. A partir de l'année 2000, c'est-à-dire depuis l'éclatement de la deuxième Intifada, Israël a été le premier pays à utiliser systématiquement des drones pour cibler et tuer des résistants à sa politique d'occupation. La pratique des exécutions extrajudiciaires de Palestiniens soupçonnés d'actes de résistance s'appuie avant tout sur l'utilisation de drones. L'espace aérien au-dessus des territoires occupés et assiégés de la Palestine ainsi que des pays voisins, surtout du Liban du Sud, est surveillé 24 heures sur 24 en collaboration avec les satellites espions Ofec-5 (2002), -7 (2007) et -9 (2010) qui assurent la surveillance à grande distance, avant tout au Proche- et au Moyen-Orient. Outre les missions d'assassinat, les drones servent aujourd'hui au ciblage et à la direction de trajectoire des fusées de l'armée de l'air et de l'artillerie, mais aussi à la localisation de nids de résistance, ceci au service des troupes au sol. L'utilisation des drones et leur mise à l'essai pratique en situation de guerre réelle est un argument de vente majeur pour ces aéronefs.

Le commerce d'armement avec Israël a une particularité : alors que les industries d'armement des grandes nations industrielles comme les Etats-Unis, les grands pays européens, la Chine ou la Russie, pourraient subsister sans recourir à l'exportation, un pays comme Israël est obligé, pour des raisons économiques, de vendre des armes et des systèmes d'armement pour pouvoir maintenir sa propre industrie de guerre. Les



Le drone Hermes 900 d'Elbit Systems à l'Aérodrome militaire d'Emmen

recettes provenant de cette exportation se comptent en milliards et permettent à Israël non seulement de financer les usines de production et le développement technologique réalisé dans ses universités mais aussi de mener sa politique de guerre et d'occupation avec des armes novatrices et toujours plus sophistiquées.

Le commerce d'armes avec Israël n'est donc pas une simple transaction commerciale, mais implique également une complicité assumée avec ce régime répressif du Proche-Orient. On est donc loin de la promotion de la paix dont parle le Conseil fédéral.

L'ingénieur israélien Abe Karem passe pour être le père de la technologie des drones, il a fait construire ces aéronefs déjà en 1973 pour des missions au cours de la guerre du Yom-Kippour. Plus tard, Karem a également collaboré au développement des premiers drones aux Etats-Unis. Mais à l'époque on utilisait les aéronefs téléguidés uniquement pour des missions d'espionnage et d'observation des troupes ennemies et, parfois, pour brouiller leurs communications radio. Aux Etats-Unis, leur mission se limitait d'abord à la surveillance des frontières.



Chronologie de la collaboration militaire entre la Suisse et Israël

- 1955 : Le Conseil Fédéral décide de ne plus livrer des armes en Israël/Palestine, car de tels transferts d'armement vont de toute évidence à l'encontre du principe de « neutralité et de tradition humanitaire ».
- Après 1967 et années suivantes : Après la Guerre des Six Jours et les attentats perpétrés par l'organisation de libération de la Palestine (OLP), Israël jouit d'une grande sympathie dans beaucoup de pays et est considéré comme une démocratie modèle. On s'accorde sur le fait que, face aux menaces émanant des pays voisins et de l'OLP, Israël doit se défendre et a besoin de protection.
- 1968 : L'affaire Frauenknecht pèse sur les relations entre la Suisse et Israël. Par sympathie pour Israël, Alfred Frauenknecht, technicien en machinerie chez Sulzer AG, transmet illicitement des plans des moteurs Atar des avions français Mirage à l'attaché militaire israélien Nechemia Kam. Ces plans permettront de faire évoluer les avions de chasse Kfir en copie du mirage. La France a instauré un embargo contre Israël après la Guerre des Six Jours. Frauenknecht est condamné en 1974 à quatre ans et demi de prison et à deux ans de privation de ses droits civiques.
- Années 70 et 80 : Collaboration étroite entre la Suisse et Israël.
- Depuis 1988 : Collaboration entre l'entreprise d'armement Israel Military Industries Ltd. (IMI) et l'entreprise d'Etat suisse RUAG pour développer des munitions et bombes à fragmentation d'une valeur de 652 millions de francs.
- Dans les années 90, la Suisse achète pour 1,5 milliard de francs du matériel d'armement en provenance d'Israël (munitions, simulateurs de commandement, systèmes d'artillerie de défense, drones de renseignement, systèmes de renseignement tactique et opérationnel, systèmes de conduite de tir).
- 1996 : Le groupe d'armement du département militaire fédéral conduit des essais de tir dans le désert du Néguev/Naqab en Israël avec des munitions à fragmentation pour mortier de 12 centimètres. Les terrains d'entraînement se trouvent dans des zones d'habitat des Palestiniens bédouins et ont fait l'objet d'une expropriation forcée quelques années auparavant pour être transformés en zone militaire interdite. Des accidents surviennent néanmoins régulièrement à cause d'engins non explosés qui blessent ou tuent des Bédouins.

En haut : Poste de tir télécommandé sur un navire Typhoon muni du système optique de détection, produit par Rafael Defense Systems

- Depuis 2000 : Le consortium israélien d'armement Israel Aerospace Industries (IAI) entretient un bureau de liaison secret avec l'entreprise d'Etat d'armement suisse RUAG à Emmen, totalement contraire au principe de neutralité suisse. Le technicien israélien qui dirige ces affaires à partir de ce bureau, confirme avoir soutenu les troupes suisses « au moyen d'entraînement et de manuels ». Ceci contredit les affirmations des cadres de l'armée suisse.
- 2002/03 : L'ensemble du commerce d'armement entre la Suisse et Israël en 2002 et 2003 se chiffre à 177 Millions de Francs. Un dixième des dépenses d'armement de la Suisse est investi dans ce commerce avec Israël.
- Suite aux pressions publiques massives, le Conseil fédéral suspend officiellement la collaboration militaire entre la Suisse et Israël après les interventions militaires brutales de l'armée israélienne en Cisjordanie (entre autre à Jenin) au printemps 2002, mais cette décision ne concerne pas les contrats d'affaires déjà conclus.
- Fin 2002 : 13 techniciens d'armement israéliens séjournent trois semaines en Suisse pour peaufiner des drones du type Ranger en provenance d'Israël sur l'aéroport militaire d'Emmen. En juillet 2002, le Conseil Fédéral déclare encore : « Il n'y a pas de collaboration de recherche entre la RUAG et des entreprises israéliennes. » Ce drone a été développé au cours de dix ans de collaboration par le consortium d'armement israélien IAI (surtout en charge des logiciels) et les entreprises d'armement suisses Oerlikon Contraves (qui fait partie du consortium allemand Rheinmetall depuis 1999) et RUAG. Des subsides fédéraux pour la recherche à hauteur de 28 millions de Francs sont octroyés à ce projet à condition que les crédits soient remboursés dès que les drones seraient vendus aussi à d'autres pays. La Finlande, entre autres, a depuis lors acheté ces appareils sans que le moindre franc ne soit reversé dans les caisses fédérales. Ainsi, les contribuables suisses financent aussi les industries d'armement suisse, israélienne et allemande. Le code du logiciel du drone israélien est d'ailleurs entreposé dans le coffre fort d'une banque en Suisse – « en cas d'une catastrophe absolue ».
- 2003 : L'armée suisse dépense 31 millions de Francs pour changer la fréquence de ses drones israéliens avec l'aide des techniciens israéliens.
- IAI commercialise le drone Ranger en faisant référence à sa collaboration avec RUAG Aerospace sur

son site web, assortie d'une prise de vue en plein vol faite en Suisse. L'image a été retouchée pour effacer les insignes nationaux. Les drones Ranger ont été développés sur la base des drones Scout utilisés « avec succès » durant la guerre du Liban en 1982, selon la publicité d'IAI. En 1996, des drones de ce type ont bombardé un camp de réfugiés de l'ONU dans le Sud du Liban tuant 102 civils.

- 2004 : Le chef de l'armée suisse Christophe Keckeis se déclare ouvertement « fan » de l'armée israélienne dans une Interview publié dans le magazine du journal « Tages-Anzeiger ».
- 2005 : Le Conseil national décide d'annuler la suspension du commerce d'armement avec Israël et de reprendre l'achat d'armements en provenance d'Israël. Après une visite du conseiller fédéral Samuel Schmidt au premier ministre israélien Ariel Sharon en mars 2005, l'ensemble du conseil fédéral déclare être parvenu « à la conclusion, après évaluation de la situation, que la collaboration avec Israël peut à nouveau être normalisée ». En réaction à de nombreuses lettres contestant cette décision, le conseiller fédéral Schmidt ajoute : « Les perspectives d'une résolution pacifique du conflit dans le Proche Orient sont – malgré l'installation de systèmes de clôture – meilleure que depuis des années. »

Exportations de matériel de guerre suisse vers Israël

1998	1 640 815 Fr.
1999	600 Fr.
2002	6000 Fr.
2008	1 711 118 Fr.
2009	100 638 Fr.
2011	21 134 Fr.
Total	3 480 305 Fr.

Source : www.kriegsmaterial.ch

- 2005 : Lors de la décision concernant le programme d'armement 2005, le Conseil fédéral et la majorité du Conseil national approuvent l'acquisition d'un nouveau système de renseignement pour l'armée suisse au prix de 395 millions de francs, dont 150 millions sont destinés à l'achat de pièces de l'entreprise israélienne Elta Systems. Le même programme d'armement prévoit l'achat de 30 tentes ABC (COLPRO) d'une valeur de 3 millions de Francs en provenance d'Israël. Ces tentes sont fabriquées dans l'implantation illégale Bet El en Cisjordanie.

- 17 mai 2006 : Sur invitation du chef de l'armée de l'air suisse Walter Knutti, le général de l'armée de l'air israélienne Eliezer Shkedi se rend en visite en Suisse avec une délégation de l'armée israélienne. Peu de temps avant, le 6 mars 2006, cinq enfants ont été tués dans la bande Gaza lors d'un raid aérien. Les visiteurs se rendent également sur un aéroport militaire et reçoivent des informations sur des « opérations de l'armée de l'air suisse ». Il ressort d'un communiqué de presse du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) sur cette visite, que des discussions sur « la lutte contre des activités terroristes » ont eu lieu.
- 12 juillet au 14 août 2006 : La collaboration dans le domaine de l'armement entre la Suisse et Israël n'est pas suspendue pendant la guerre contre le Liban. Lors des bombardements aériens israéliens 1191 civils, quatre observateurs de l'ONU et deux collaborateurs de l'UNIFIL sont tués et 4409 personnes blessées. En Israël, 44 civils et 119 soldats meurent sous les tirs de l'Hezbollah, 690 civils et 400 soldats sont blessés. Amnesty International condamne les attaques israéliennes d'infrastructures civiles telles que des maisons, des ponts, des routes, des usines, des centrales d'eau et des réservoirs d'hydrocarbures, qualifiées de crimes de guerre. Israël utilise aussi des bombes à fragmentation proscrites par la communauté internationale. Selon les rapports de l'ONU, beaucoup de ces bombes sont de type M85, développées à la fin des années 80 en étroite collaboration par l'entreprise d'armement israélienne IMI avec l'entreprise d'Etat de munitions suisse Altdorf (devenu RUAG en 1999). Dans les années 1990 et 2000, la Suisse exporte vers Israël des pièces nécessaires à la production de munitions à fragmentation.
- 21 et 22 novembre 2006 : Une délégation de six officiers israéliens est en visite en Suisse. Deux semaines auparavant, 18 civils ont été tués par des tirs de l'artillerie israélienne dans le nord de la bande de Gaza, à Beit Hanun.
- 17 janvier au 2 février 2007 : Une unité d'élite de l'armée israélienne s'entraîne dans les Alpes suisses.
- 2007 : La Suisse livre des armes d'une valeur d'environ 223 000 francs à Israël.
- Mars 2008 : Le commandant de l'armée de l'air suisse Walter Knutti fait une visite de trois jours en Israël. Peu de temps avant, le 27 février, un enfant de cinq mois a été tué et les locaux de la Palestinian Medical Relief Society ont été détruits lors d'un raid aérien de l'armée israélienne sur la bande de Gaza. Lors des rencontres durant cette visite, aucune discussion sur le respect de la Convention de Genève n'est prévue, selon le DDPS : « C'est une question politique qui devrait plutôt être traitée par le Parlement ou le Conseil fédéral ».
- 2008 : 16 délégations de l'armée suisse sont en visite en Israël, selon le DDPS pour « un échange d'expérience sur du matériel militaire déjà livré à la Suisse ». Des entretiens politiques n'auraient pas lieu, selon cette même source.
- 2008 : La Suisse livre du matériel d'armement d'une valeur de plus de 1,7 millions de francs à Israël. La livraison contient aussi des chars d'assaut et des pièces de chars qui sont vraisemblablement construits par MOWAG, une filiale de General Dynamics à Kreuzlingen. Cette entreprise travaille étroitement avec le consortium d'armement israélien Elbit Systems à Haifa, en particulier sur les blindés légers « Piranha ». La tourelle de tir ainsi que les systèmes de vision thermique ont été construits par Elbit Systems et ont été testés fin 2005 sur le terrain d'essai militaire suisse de Rheinmetall.
- 27 août 2008 : L'autorisation d'exportation de matériel de guerre est amendée par le Conseil fédéral dans le sens qu'une autorisation n'est pas accordée « s'il y a de forts risques que, dans le pays de destination, les armes à exporter soient utilisées contre la population civile. » En l'occurrence, cette restriction ne vaut pas pour Israël.
- Janvier 2009 : L'offensive israélienne dans la bande de Gaza, qui fait plus de 1400 morts et des milliers de blessés, n'incite pas la Suisse à reconsidérer sa collaboration militaire avec Israël. « Le ministère de l'extérieur n'a pas d'informations que de tels réflexions auraient été menées », dit le porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).
- Octobre 2010 : Le conseiller fédéral Ueli Maurer se rend en Israël pour rencontrer le ministre israélien de la défense ainsi que des militaires israéliens.
- Février et octobre 2012 : Conclusion d'un accord cadre militaire secret entre la Suisse et Israël.
- 2012 : Les autorités suisses en charge de l'acquisition de matériels militaires technologiquement complexes Armasuisse décident en mars d'inclure les deux drones israéliens « Heron I » de IAI et « Hermes 900 » d'Elbit Systems dans la présélection pour un nouveau système de drones de l'armée suisse. En septembre



Sur le site du Ministère de l'économie israélien

et octobre, des vols d'évaluation ont lieu en Suisse. Les aéronefs sont présentés au public sur la base militaire suisse d'Emmen, la décision définitive d'achat devra être prise en 2014.

- 4 juillet 2012 : Extrait de la réponse du Conseil fédéral à l'interpellation de la conseillère nationale Evi Allemann du 3 Mai 2012 concernant l'acquisition des drones fabriqués en Israël : « Le Conseil fédéral est conscient de la situation politique préoccupante au Proche-Orient. Comme cela a déjà été le cas par le passé dans des circonstances semblables, le Conseil fédéral estime toutefois qu'il est acceptable d'acheter du matériel israélien éprouvé et de grande qualité pour équiper notre armée, d'autant plus que dans ce domaine technologique, Israël est réputé dans le monde entier. Le Conseil fédéral est convaincu que l'achat de drones de reconnaissance par la Suisse ne touche ni la crédibilité et l'efficacité de l'engagement en matière de politique extérieure de la Suisse dans la région, ni les capacités militaires d'Israël. »
- Janvier 2013: Lors du Forum économique mondial (WEF), la Suisse et Israël signent une lettre d'intention pour améliorer la collaboration entre leurs ministères de la défense et entre leurs forces armées respectives. Celle-ci peut inclure la composition de groupes de travail, des visites de délégations ou des échanges d'expérience entre spécialistes. En sus, l'ac-

cord prévoit l'échange d'informations scientifiques, d'informations concernant l'équipement et d'autres questions techniques, ou encore l'échange d'avis sur des normes en matière des droits humains. Par ailleurs, il est prévu de continuer la collaboration dans le domaine de l'armement. Le DDPS souligne que la collaboration militaire de la Suisse avec Israël ne sera pas étendue suite à cette lettre d'intention, mais qu'elle la confirme plutôt dans son ampleur actuelle.

Compilation : Agnes Küng

Sources

- Les dates de la chronologie sont pour la plupart reprises de divers articles du site web du Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), www.gsoa.ch, et du site web de la Fédération (Départements de l'économie, de la formation et de la recherche ; Parlement)
- En plus : Hermes 900, Heron 1 to contest Swiss UAS deal : <http://www.flightglobal.com/news/articles/hermes-900-heron-1-to-contest-swiss-uas-deal-373246/>
- Evaluations de nouveaux systèmes de drones (ADS15) : http://www.ar.admin.ch/internet/armasuisse/de/home/dok/publi/hauszeitung0/armafolio_2012.parsys.000101.downloadList.16982.DownloadFile.tmp/armafolio-022012web.pdf



La longue fraternité d'armes entre Israël et le régime d'apartheid en Afrique du Sud

Aujourd'hui, Israël est l'un des plus grands exportateurs d'armes du monde. Le complexe militaro-industriel israélien est en plein boom. Une des découvertes les plus importantes de la fascinante étude de Sasha Polakow-Suransky est la suivante : Israël a obtenu ce statut en partie grâce à son alliance secrète avec le régime d'apartheid en Afrique du Sud.

Par Peter Haenger

« Ce n'étaient pas les Américains et ce n'étaient pas les Français. Ce n'étaient pas non plus les Britanniques. La plupart du travail – je parle ici du développement de nouveaux systèmes d'armement – a été effectué en Afrique du Sud. » Ce sont les propos de l'ancien ambassadeur israélien à Pretoria, Elazar Granot, dans un entretien avec l'auteur, Sasha Polakow-Suransky. Son livre, à l'origine une thèse de doctorat à l'université d'Oxford, met au grand jour la coopération de longue durée entre Israël et le régime d'apartheid sud-africain dans

les domaines militaire et politique. Pour son étude, Polakow-Suransky a parcouru 7000 pages d'archives et s'est entretenu avec de nombreux informateurs au sein de l'ancienne élite de la nomenclature sud-africaine. Le fait que ses parents sont eux-mêmes originaires de l'Afrique du Sud l'a sans doute aidé dans son travail. La plupart des personnes interviewées ne savaient pas que ses parents avaient quitté le pays pour des raisons politiques : c'étaient des opposants déclarés de la ségrégation raciale.

Les informateurs israéliens faisaient preuve de bien plus de retenue et n'acceptaient souvent un entretien qu'après de longues hésitations. Aujourd'hui encore, les élites israéliennes sont très frileuses en ce qui concerne leurs relations avec un régime qui était considéré dans le monde entier comme amoral et criminel. Aussi le gouvernement israélien faisait-il tout pour entraver les recherches de Polakow-Suransky.

L'auteur a dû attendre 16 mois pour qu'on lui donne accès à certains documents des archives sud-africaines, car les autorités israéliennes faisaient valoir des enjeux de sécurité.

Finalement, il a pu consulter ces documents, y compris la partie israélienne de la correspondance entre les deux pays. En dépit des pressions israéliennes, le gouvernement de l'ANC n'avait en fin de compte pas intérêt à garder secrètes les relations entre le régime de l'apartheid et Israël. C'est tout particulièrement la publication d'un document datant de 1975 que le gouvernement israélien a essayé d'empêcher : il s'agit d'un accord secret portant sur la coopération militaire, sous le sigle SECMENT, signé par les ministres de la défense de l'époque, Shimon Peres et Pieter Willem Botha. Peres est aujourd'hui président de l'Etat d'Israël.

Dans le cadre du SECMENT, des pourparlers secrets ont eu lieu à Zurich le 4 juin 1975 entre les deux ministres de la défense. Il s'agissait de la vente de fusées Jéricho, d'une portée de 300 kilomètres. Botha a clairement fait savoir que son pays était intéressé par l'achat de ces systèmes porteurs, à condition qu'on les lui livre avec la charge correcte. Un des documents est signé par Peres. L'achat n'a pas abouti pour des raisons financières, mais ces négociations ont été le début de la coopération entre les deux pays dans le domaine de la technologie des missiles. Le « Guardian » a rendu ce fait public – en se basant sur le livre de Polakow-Suransky. Il va de soi que Peres a immédiatement démenti les faits.

Comment est née cette fraternité d'armes étroite entre Israël et l'Afrique du Sud, alors que les fondateurs de l'Etat d'Israël, David Ben-Gurion, Levi Eschkol et Golda Meir, tous des sionistes de gauche, avaient toujours marqué leur distance avec le régime de l'apartheid ? Polakow-Suransky nous livre l'histoire dense d'une alliance entre deux pays marginalisés par la communauté internationale, alliance qui reposait sur une analyse commune de la situation géopolitique.

Deux pays marginalisés par la communauté internationale se rejoignent

Après la Guerre des Six Jours, la France a cessé d'être un des principaux alliés et fournisseurs d'armes d'Israël. Après la reconnaissance de l'Algérie par Paris en 1962, De Gaulle s'est efforcé d'améliorer les relations de la France avec le monde arabe. Il avait en outre fortement déconseillé à Israël de mener une guerre préventive contre les pays arabes. Que l'armée israélienne ait passé outre a été interprété comme un affront personnel par le général.

L'occupation de territoires arabes pendant la Guerre des Six Jours dégradera durablement l'image d'Israël dans le Tiers Monde. Au cours de la première moitié des années 1970, le vaste réseau de relations amicales qu'entretenait Israël avec des états africains s'est désagrégé. Le dictateur de l'Ouganda, Idi Amin, qui avait accédé au pouvoir avec l'aide d'Israël, ferma l'ambassade israélienne et expulsa tous les conseillers israéliens. Le Tchad, le Niger et le Congo-Brazzaville rompirent leurs relations avec Israël durant la même année et se tournèrent vers Mouammar Gadhafi en Libye. L'Algérie a réussi à convaincre l'Organisation de l'Unité Africaine de condamner le régime d'occupation dans les territoires palestiniens. Et pendant la guerre de Yom-Kippour 20 autres états africains rompirent leurs relations diplomatiques avec Israël.

Les pertes subies pendant la guerre de Yom-Kippour se sont révélées particulièrement importantes : Israël a perdu 2500 soldats – par rapport à une population totale de trois millions, c'est un nombre non négligeable – et, surtout, son aura de l'invincibilité. Son économie s'est trouvée considérablement affaiblie en raison des coûts exorbitants de la guerre. Seule l'industrie de l'armement continuait à fonctionner. Les dirigeants israéliens, ne voulant pas compter exclusivement sur les seuls Etats-Unis, se sont mis à développer un ambitieux programme militaro-industriel.

Les exportations d'armes faisaient entrer les devises dont le pays avait besoin. La balance commerciale, extrêmement négative par le passé, s'est lentement équilibrée. Des emplois bien rémunérés pour d'innombrables ingénieurs et scientifiques ont été créés. Comme les relations qu'avaient établies les anciens ministres des affaires étrangères, Golda Meir et Abba Eban, avec les états africains étaient rompues, la fraternité d'armes avec le régime de l'apartheid sud-africaine s'est quasiment imposée.

Pour le gouvernement de Pretoria, de son côté, la situation internationale s'était considérablement détériorée depuis le début des années 70. Dans les anciennes colonies portugaises, des gouvernements de gauche étaient arrivés au pouvoir. La fin du gouvernement minoritaire des Blancs en Rhodésie était imminente. Et en Namibie, occupée par l'Afrique du Sud, le mouvement de résistance SWAPO était passé à la lutte armée. Ce qui préoccupait tout particulièrement le pouvoir raciste, c'était la présence de troupes cubaines en Angola qui soutenaient le MPLA et combattait les milices soutenues par le régime de Pretoria.

Tandis que les dépenses militaires de l'Afrique du Sud explosaient, un marché particulièrement lucratif à l'avenir radieux s'est développé pour l'industrie d'armement israélienne. Déjà à l'époque du gouvernement travailliste de Yitzhak Rabin et de son ministre de la défense Shimon Peres, la coopération israélo-sud-africaine ne s'est pas cantonnée à la seule livraison d'armes. Israël formait aussi des officiers sud-africains. L'Etat sioniste transmettait le savoir-faire acquis dans la lutte contre les résistants palestiniens et s'est investi, à partir de 1977, comme intermédiaire pour la vente d'armes de pays tiers après le renforcement de la politique d'embargo envers l'Afrique du Sud. Le prix de l'or ayant atteint des sommets suite à la crise du pétrole, l'Afrique du Sud disposait de ressources financières considérables, dont une part importante a été investie dans la construction du complexe militaro-industriel israélien.

Tandis que l'aspect militaire de l'alliance était tenu secret, le premier ministre Rabin ne craignait pas d'envoyer des signaux forts sur le plan politique : le 9 avril 1976, le premier ministre de la république sud-africaine de l'époque, Balthazar Johannes Vorster, s'est rendu en visite officielle en Israël. Il a également visité le mémorial de l'Holocauste Yad Vashem à Jérusalem. Dans la crypte où reposent les cendres des victimes de l'Holocauste, il a déposé une gerbe et il a lu un psaume en afrikaans. Des journalistes sud-africains ont immortalisé la scène avec leurs caméras.

Les images ont révolté des milliers de juifs sud-africains pour qui le passé de Vorster n'était nullement un secret. En tant que membre du mouvement nationaliste radical Ossewa-Brandwag, Vorster avait ouvertement soutenu Adolf Hitler et les national-socialistes. En 1942, Vorster déclarait encore : "We stand for Christian Nationalism which is an ally of National Socialism ... you can call such an anti-democratic system a dictatorship if you like. In Italy it is called Fascism, in Germany National Socialism and in South Africa Christian Nationalism." (p. 4) La base

de ce qu'on appelait ainsi « nationalisme chrétien » était l'apartheid, à savoir la ségrégation raciale dans sa forme la plus brutale.

L'homme pour les basses œuvres de Vorster était Hendrik van den Bergh, lui aussi un ancien cadre d'Ossewa-Brandwag. En tant que chef du Bureau of State Security (BOSS), une centrale de commandement des services secrets sud-africains, il était une des figures importantes non seulement pour terroriser la population noire, mais aussi pour la planification stratégique des relations israélo-sud-africaines. Une photo du 11 avril 1975, publiée dans le livre de Polakow-Suransky, montre van den Bergh en petit comité avec Yitzhak Rabin, Shimon Peres et le chef de la propagande du régime de l'apartheid, Eschel Rhoodie, dans les locaux du premier ministre israélien.



Eschel Rhoodie (Secrétaire Général du Département de l'information sud-africain), Yitzhak Rabin (Premier Ministre israélien), Hendrik van den Bergh (Chef du Bureau de la Sécurité d'état sud-africain) et Shimon Peres (Ministre de la Défense israélien) au siège du chef de gouvernement à Jérusalem, en Avril 1975

Après le massacre de Soweto, où des centaines d'élèves et étudiants noirs sont tombés sous les balles des forces de répression, les gouvernements occidentaux ont pris de plus en plus leurs distances avec l'Afrique du Sud. Israël, par contre, livrait dans la même année des vedettes lance-missiles au Cap et accordait même une licence pour leur production en Afrique du Sud (p. 96).

Avec l'arrivée au pouvoir du Likoud sous la direction de Menachem Begin, les relations avec l'Afrique du Sud se sont même intensifiées. Il ne s'agissait désormais plus seulement d'intérêts économiques et militaires – les dirigeants des deux pays se sont mis à découvrir des points de convergences idéologiques. Comme les défenseurs de l'apartheid, les dirigeants du Likoud se voyaient entourés d'ennemis extérieurs. Les deux élites ne compartaient que sur la violence et le refus de l'égalité des droits envers des groupes d'autres ethnies.

"They were willing", écrit Polakow-Suransky au sujet de

Menachem Begin, Yitzak Shamir ou Ariel Sharon “to tolerate xenophobic and racist ideas – and even occasional anti-Semitism – if those ideas served broader nationalist aims that they admired. This ethnonationalist ideology allowed Begin and other Likud leaders to stomach racist apartheid policies because these were part of a longer nationalist project designed to protect a minority group that believed its survival was threatened.” (p. 110)

Des vues convergentes sur la situation géopolitique

Mais où faut-il cependant tracer la frontière entre « ethno-nationalisme » et racisme ? Il est un fait établi que les idées racistes n'étaient pas étrangères aux sionistes de droite. Le mentor idéologique et politique de Menachem Begin, Wladimir Zeev Jabotinsky, rêvait d'un Grand Israël établi sur les deux rives du Jourdain. Comme les idéologues Afrikaaner des années 30, Jabotinsky était fasciné par le nationalisme du 19^{ème} siècle, avec sa conception du peuple en tant que « communauté de destin ». Dans son écrit « On Race », publié en 1913, il affirmait que toute « communauté raciale » disposait d'une constitution psychologique spécifique génétiquement déterminée et commune au collectif, en dépit de toutes les différences individuelles.

Jabotinsky appliquait ces idées directement à la population arabe de la Palestine, qu'il considérait comme une antithèse totale de la civilisation européenne. “Though Jabotinsky”, écrit Polakow-Suransky, “saw Arabs as culturally backward and militarily inferior, he had no illusions about the nationalist ambitions of the Arab population in Palestine.”

Ce n'est que par une suprématie écrasante en matière d'armement et le maintien d'un « mur de fer » de puissance militaire, que les ambitions de Palestiniens devaient être brisées (p. 61 et suiv.). Des extrémistes sionistes comme Avraham Stern et son organisation Lehi étaient encore plus radicaux et ouvertement racistes. Pour eux, les juifs étaient des représentants d'une « Herrenrasse » et les Arabes faisaient partie d'une « race d'esclaves ». Pour les Arabes, les partisans de Stern, dont Yitzak Shamir, un des futurs premiers ministres israéliens, ne voyaient qu'une solution : leur expulsion de Palestine, des deux côtés du Jourdain.

Lorsque – après s'être trouvé durant des décennies dans l'opposition – Menachem Begin a pris les rênes du gouvernement, il portait toujours en lui les idées de Jabotinsky. L'idée d'un monde hostile aux Juifs, la recherche de la puissance militaire comme instrument essentiel de



la politique étrangère et d'une réalisation du projet d'un Grand Israël – leitmotifs de l'idéologie de Jabotinsky – devenaient dorénavant les points forts de l'agenda politique du gouvernement israélien. La colonisation illégale des territoires occupés, commencée sous le gouvernement travailliste, s'est fortement intensifiée.

Après la chute du shah d'Iran, Israël a perdu un allié militaire important et un client de son industrie d'armement aux ressources financières considérables. Ce qui préoccupait tout particulièrement Israël était que la perte du partenaire iranien lui enlevait la possibilité de tester les fusées de moyenne portée. C'est là que l'Afrique du Sud compensa la perte à gagner pour Israël – depuis 1977, elle avait engagé des recherches sur le développement d'armes nucléaires faciles à utiliser.

Israël, qui était déjà une source importante de livraisons d'armes, devenait maintenant le partenaire principal de Pretoria dans le domaine du développement de systèmes d'armement et de l'entraînement militaire. Les convergences dans l'analyse de la situation mondiale faisaient que la lutte contre l'ANC et l'OLP était considérée comme une mission commune, mission à laquelle les milieux militaires et des services secrets s'appliquaient avec le plus grand soin.

De profonds liens d'amitié se sont tissés entre les membres des élites des services de sécurité et de l'armée des deux pays. Constand Viljoen, chef de l'état major de l'armée sud-africaine, était par exemple le premier militaire étranger à recevoir l'autorisation de visiter la zone de combat au Liban en 1982. Cet ami du Cap considérait la stratégie militaire des Israéliens comme étant un chef d'œuvre.

Au mois de juin de la même année, les troupes israéliennes avaient envahi le Liban en s'immisçant ainsi dans la guerre civile libanaise. L'objectif du ministre de la défense Ariel Sharon était l'anéantissement total de l'OLP dans le pays voisin. L'intervention israélienne a conduit à l'horrible massacre de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et Shatila.

Quand l'opinion a appris que les milices chrétiennes des phalanges avaient commis ces massacres sous les yeux des soldats israéliens, 400 000 personnes ont manifesté en Israël – presque 10 pour cent de la population – pour demander l'instauration d'une commission d'enquête indépendante concernant ces crimes. Cette commission reconnaîtra enfin la co-responsabilité de Sharon dans ce massacre.

Par la suite, Sharon a été contraint de démissionner de son poste de ministre de la défense, ce qui a amené son collègue au même poste à Pretoria, Magnus Malan, à exprimer ses plus vifs regrets sur la fin précoce de leur coopération amicale (p. 148).

Fidélité indéfectible

Au début des années 80, les deux pays ont poursuivi d'importants projets communs. Les Israéliens, par exemple, ont modernisé la flotte vétuste d'avions de combat qui était utilisée dans la guerre contre la SWAPO et les Cubains en Angola. Un domaine particulièrement sensible était celui de la coopération dans le développement des fusées de moyenne portée « Jéricho », capables de porter une tête nucléaire.

Déjà en 1979, les Israéliens avaient testé, avec l'aide de Pretoria, une bombe à neutrons dans l'Atlantique Sud. Vers 1982, l'Afrique du Sud a eu sa première bombe nucléaire et pendant les années 80 les Sud-Africains ont travaillé au développement de têtes thermonucléaires. La collaboration israélo-sud-africaine dans ce domaine n'était pas nouvelle. Elle remonte au début des années 60 lorsque le gouvernement sud-africain approvisionnait Israël en uranium.

En suivant l'exemple d'Israël, l'Afrique du Sud a tenu à garder le flou sur la question de savoir si elle possédait l'arme atomique. C'est seulement en 1993 que Frederik de Klerk a avoué devant le parlement que son pays disposait de 17 têtes nucléaires. Mais il n'a pas dit un mot sur sa collaboration avec Israël.

Même à la fin du régime d'apartheid, Israël a maintenu son alliance avec le régime raciste du Cap. Jusque vers la deuxième moitié des années 80, Israël partait de

l'hypothèse que le régime d'apartheid survivrait encore pendant 20 ans (p. 227). Les succès du mouvement anti-apartheid et la politique de sanctions des pays occidentaux obligeaient le gouvernement israélien à adopter une sorte de stratégie à double face.

Après que le Congrès des Etats-Unis ait décidé, contre la volonté de l'administration Reagan, un embargo de grande envergure, le gouvernement de coalition du premier ministre Yitzak Shamir a suivi les Etats-Unis, à contrecœur, en annonçant un embargo commercial – sans pour autant tenir ses engagements. La coopération avec le régime d'apartheid s'est poursuivie et Israël a continué à livrer des armes au Cap.

Sur le territoire des Etats-Unis, la Anti Diffamation League et le American Jewish Committee œuvraient à masquer ou à minimiser les liens commerciaux entre Israël et l'Afrique du Sud. C'est Shimon Peres, premier ministre entre 1984 et 1986, qui jouait un rôle particulièrement hypocrite. Tout en continuant la coopération militaire que lui-même avait initiée une décennie auparavant, il fustigeait l'apartheid en public avec des mots on ne peut plus durs. Lors d'une visite d'Etat au Cameroun, il a déclaré par exemple : « Un juif qui accepte l'apartheid cesse d'être un juif. Etre juif et le racisme ne vont pas ensemble. » (p. 188)

Finalement, la direction israélienne a commencé à réaliser qu'elle se trouvait du mauvais côté. Des hommes politiques de gauche comme Jossi Beilin ou Alon Liel ont reçu l'autorisation de nouer des contacts avec l'ANC, qui leur a d'ailleurs réservé un accueil mitigé. En dépit des sanctions que le gouvernement lui-même avait décidées et qui interdisaient de nouveaux contrats, les anciens projets ont été vigoureusement poursuivis. Même au début des années 90, pendant la phase dite de « transition démocratique », l'industrie d'armement israélienne a poursuivi le projet Tunny qui prévoyait d'équiper la flotte d'avions de combat d'installations électroniques modernes.

Tandis que le régime de l'apartheid était jeté dans les poubelles de l'histoire après l'élection de Nelson Mandela, Israël est devenu un état forteresse. Pourquoi le régime d'apartheid a-t-il disparu alors qu'Israël continue aujourd'hui encore d'occuper des territoires étrangers de manière illégale ?

Polakow-Suransky cite deux universitaires sud-africains de premier rang, qui ont écrit en 1979 : "Israel solicits empathy because it stands for the minority right to live after experiencing the most systematic genocide in history. Israel can offer the Western world the continuous exorcism from fascism."

En effet, poursuit Polakow-Suransky, l'Afrique du Sud de l'apartheid ne disposait pas d'un moyen de pression morale comparable : "[South Africa's] overt racism offended Western political sensibilities far more than Israel's occupation of Palestinian land, and American and European policymakers did not believe white South Africans deserved protection in the same way Jews did after the Holocaust." (p. 10 et suiv.)

Israël et l'apartheid

Celui qui s'intéresse à l'alliance entre le régime d'apartheid et Israël ne peut éviter de remarquer les analogies entre les deux Etats. L'auteur en dresse la liste de manière détaillée : l'émiettement de la Cisjordanie en enclaves sans continuité (la « bantoustanisation »), les routes réservées aux israéliens dans les territoires occupés, les innombrables checkpoints pour surveiller la population palestinienne, la destruction d'habitations palestiniennes sur la base du Code Municipal de Jérusalem pour faciliter la construction des „Quartiers juifs“, les punitions collectives et l'expulsion de familles des personnes soupçonnées de terrorisme et le fait que les personnes d'origine palestiniennes ne peuvent entrer en Jérusalem et prier sur le Mont du Temple qu'avec une autorisation officielle.

Polakow-Suransky montre cependant aussi les limites de la comparaison. C'est ici qu'on trouve la réponse à la question sur la longévité du pouvoir sioniste. Pour pouvoir exister, la minorité blanche dépendait de l'exploitation d'une main d'œuvre noire bon marché. La contradiction interne de l'apartheid, c'est à dire l'exploitation de la main d'œuvre noire tout en l'excluant socialement, ne pouvait pas se maintenir à long terme.

Les choses sont différentes en Israël : certes, le pays a importé de la main d'œuvre des territoires occupés bon marché pendant les années 80, la société israélienne n'a cependant jamais été dépendante de l'exploitation de ces ouvriers. En effet, depuis les deux Intifada et le blocus de la Cisjordanie, ce sont surtout des ouvriers venant d'Asie et d'Afrique pour les sales besognes. Leila Farsakh, professeure à l'Université de Massachussets, a mis en exergue la différence fondamentale entre l'apartheid et le sionisme : "South African apartheid wanted the land and the people, albeit with segregation; the Israeli leadership tried to take the land without the people." (p. 239) On peut certainement être d'accord avec ce point de vue.

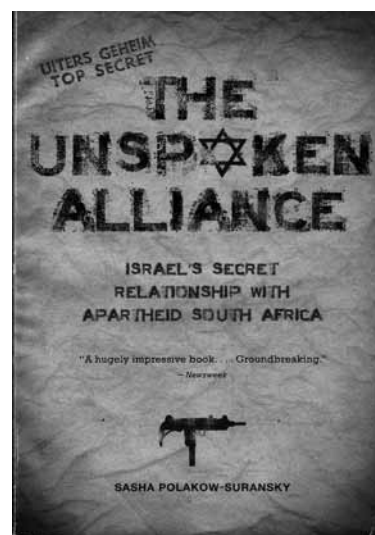
Polakow-Suransky formule la thèse suivante : soit Israël donne son accord à la création d'un Etat palestinien

vivable – mais il n'explique pas quelle forme cet Etat pourrait prendre – soit l'apartheid se renforce. Car vu l'évolution démographique il y aura, en Israël même comme en Cisjordanie, une minorité juive et une majorité arabe. Polakow-Suransky fait ainsi sien le point de vue de l'ancien ministre des affaires étrangères israélien Shlomo Ben-Ami. Ce dernier mettait en garde contre un Etat binational parce que celui-ci représenterait non pas une solution du conflit mais l'institutionnalisation d'une société à deux vitesses sur la base d'une inégalité en matière de droits politiques et sociaux. Une telle situation, selon Shlomo Ben-Ami et, en dernier lieu, Polakow-Suransky "would not lend itself to a peaceful South African-style solution, because Israel, with its superior might, would never concede power to a Palestinian majority as white South Africans eventually did to the black majority in 1994" (p. 240). L'idée d'un Etat binational sur les deux rives du Jourdain, dans lequel tous les citoyens bénéficieraient des mêmes droits, indépendamment de leurs origines ethniques ou religieuses est-elle donc condamnée à rester une illusion, comme le suggère Polakow-Suransky ? Certes, la création d'un tel Etat supposerait qu'Israël renonce au projet sioniste d'un Etat juif. L'auteur semble ne pas envisager une telle éventualité.

Pour conclure en un mot : Polakow-Suransky a écrit un livre courageux et très riche en informations, très bien documenté et qui se lit par endroits comme un thriller dont le théâtre est le monde de la diplomatie secrète. « Unspoken Alliance » devrait devenir une lecture obligatoire pour toutes celles et tous ceux qui s'engagent dans la campagne BDS suivant l'exemple du mouvement anti-apartheid d'antan.

Traduction : Alfred Knapp

Sasha Polakow-Suransky,
The Unspoken Alliance.
Israel's Secret Relationship
with Apartheid South Africa,
Pantheon Books, New York,
2010, 324 pages, prix Fr. 27.–





« The Lab »

Israël teste ses armes et ses tactiques sur une population palestinienne confinée

Un film sorti l'an passé observe le fonctionnement de l'industrie de défense et de sécurité israélienne. Réalisé par le journaliste israélien Yotam Feldman, le documentaire « The Lab » donne la parole aux marchands d'armes israéliens et trace l'importance que cette industrie revêt pour l'économie israélienne. Il montre comment l'expérience acquise par l'armée dans les territoires occupés encourage la commercialisation du matériel et de l'expertise militaires israéliens. (Ed.)

Par Jonathan Cook

Jonathan Cook est un écrivain et journaliste basé à Nazareth. Son plus récent ouvrage est paru sous le titre « Disappearing Palestine ».



En juin, Shimon Peres, le président d'Israël et l'homme qui supervisa le développement secret de la bombe nucléaire dans les années 1960, a invité à l'occasion de son 90ème anniversaire un cercle de célébrités à une soirée déguisée en conférence présidentielle. Malgré le trouble créé par la décision du renommé physicien anglais Stephen Hawking de boycotter l'événement, ce fut l'occasion pour toute une série de grands de ce monde, depuis l'ex président Bill Clinton à la chanteuse Barbara Streisand, de célébrer sans ambages la vie et l'œuvre de Shimon Peres.

Pourtant, un site internet israélien avait révélé que cet hommage, au coût de 3 millions de dollars, avait été financé par l'industrie d'armement. Les trois donateurs

En haut : Bourse aux Armes (extrait du film « The Lab »)

essentiels, dont le président honoraire de l'évènement, Aaron Frenkel, sont d'importants marchands d'armes.

Ces festivités étaient à la mesure de l'ascension fulgurante d'Israël dans les rangs du commerce d'armes au cours de la dernière décennie. Alors qu'il compte moins d'habitants que la ville de New York, cet Etat est en effet devenu un des plus grands exportateurs d'armes au monde. Au mois de juin, des analystes de la défense travaillant pour le Jane's (groupe de recherche et d'analyse sur la défense, la sécurité, la police etc.) plaçaient Israël au sixième rang des exportateurs d'armes au niveau mondial, devant la Chine et l'Italie, qui sont deux producteurs majeurs. D'autres enquêtes intégrant également le commerce caché grandissant d'Israël, placent l'Etat hébreu encore plus haut, soit à la quatrième place devant la Grande Bretagne et l'Allemagne, dépassé uniquement par les Etats-Unis, la Russie et la France.

Importance économique de l'industrie d'armement

Un simple calcul mathématique permet de mesurer l'importance du succès israélien sur ce marché. Avec les ventes record de l'an dernier atteignant 7 milliards de dollars, on peut donc estimer qu'Israël a gagné l'équivalent de mille dollars par habitant grâce au commerce d'armement, soit plus de dix fois plus que le revenu par habitant découlant de l'industrie d'armement aux Etats-Unis. L'importante dépendance de l'économie israélienne à l'égard du commerce d'armes s'est confirmée en juillet, lorsque des tribunaux locaux ont obligé les autorités à révéler des données qui montrent qu'environ 6800 Israéliens sont activement impliqués dans l'exportation d'armes. Dans le même ordre d'idées, Ehud Barak, ministre de la Défense dans un gouvernement précédent, a révélé que 150 000 ménages israéliens – soit environ 10 % de la population – dépendent économiquement de l'industrie d'armement.

Mis à part ces quelques révélations, Israël se montre très réticent à lever le voile du secret qui entoure une grande partie du commerce d'armes, avec l'argument que cela nuirait à « la sécurité nationale et aux relations avec l'étranger ». Traditionnellement c'est le ministère de la Défense qui était à la tête de l'industrie d'armement israélienne, constituée en une série de corporations sous contrôle de l'Etat et ayant pour objectif le développement de systèmes d'armement pour l'armée israélienne. Mais avec la croissance des industries hi-tech en Israël au cours cette dernière décennie, une nouvelle génération d'officiers récemment libérés de l'armée ont développé une activité privée en mettant à profit leur expérience militaire et leurs liens actifs avec l'armée

pour développer et tester de nouveaux armements qu'ils vendent ensuite à la fois à l'Etat et à des acheteurs étrangers.

Dans ce contexte, l'industrie d'armement israélienne est devenue un acteur majeur au sein de l'économie israélienne, comptant pour un cinquième de toutes les exportations. Leo Gleser, dirigeant d'une société de conseil en armement spécialisée dans le développement de nouveaux marchés en Amérique Latine, a observé que « le ministre de la Défense israélien ne se préoccupe pas uniquement de la guerre, il veille également à ce que l'industrie de la défense vende des biens ».

Gleser est un des nombreux marchands d'armes qui ont été interviewés dans un nouveau documentaire qui lève le voile sur la nature et l'étendue du commerce d'armes israélien. Ce film, intitulé « The Lab » (le laboratoire), a gagné un prix à DocAviv (l'équivalent des Oscars pour les documentaires israéliens). Il sera projeté pour la première fois aux Etats-Unis au mois d'août [2013. Depuis, il a été projeté dans nombreux pays, notamment en Suisse, en France, en Allemagne et ailleurs, ed.]. Réalisé par Yotam Feldman, le film donne un bon aperçu des réseaux commerciaux de l'industrie d'armement



Shimon Naveh devant la maquette d'un village palestinien, expliquant la tactique de percement des murs (extrait du film « The Lab »)

israélien et des marchands d'armes qui y font fortune. Le titre du film renvoie à son argument central : Israël réalise le bénéfice qu'il peut tirer de l'enfermement à long terme des Palestiniens dans ce qui représente en réalité la plus grande prison à ciel ouvert. L'armée peut ainsi tester les innovations militaires israéliennes sur plus de 4 millions de Palestiniens résidant dans la bande de Gaza ou en Cisjordanie, la mise en valeur de ces « expériences » permet d'en tirer de gros profits.

Une deuxième carrière

Selon Feldman, cette tendance a débuté en 2002 avec l'opération « Bouclier de défense », lorsque les forces israéliennes ont à nouveau envahi la Cisjordanie et la bande de Gaza, inversant ainsi formellement le processus de retrait israélien des Territoires initié par les Accords d'Oslo. Après cette opération, nombre d'officiers de l'armée sont entrés dans le commerce privé et dès 2005 l'industrie d'armement israélienne a atteint un nouveau record de 2 milliards de dollars par année. Mais c'est surtout après l'opération « Plomb durci », l'attaque israélienne sur la bande de Gaza qui dura un mois au cours de l'hiver 2008/09 et qui tua plus de 1400 Palestiniens et 13 Israéliens, que les ventes d'armement explosèrent, atteignant 6 milliards de dollars.

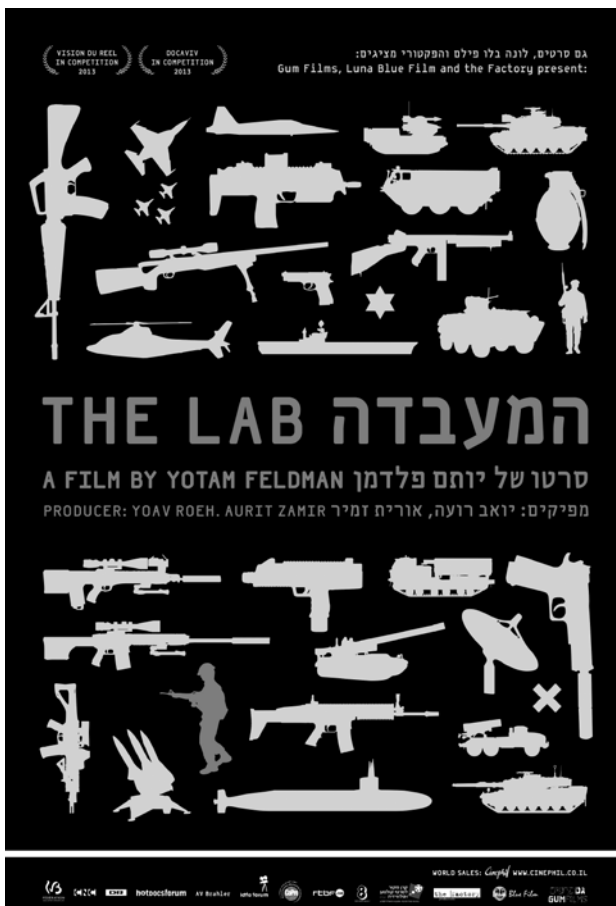
Le film montre comment ces opérations militaires, y compris « Pilier de défense » qui visait la bande de Gaza l'an dernier, sont surtout utiles en tant que laboratoires d'expériences pour évaluer et redéfinir l'efficacité des nouvelles approches militaires, aussi bien du point de vue stratégique que de celui de l'armement. La bande de Gaza, en particulier, est devenue une vitrine pour l'industrie militaire israélienne, vitrine qui lui permet de développer et de commercialiser des systèmes de surveillance à long terme, de contrôle et d'assujettisse-

ment d'une population « ennemie ». Etant donné que la plupart des Palestiniens sont actuellement confinés dans des espaces urbains condensés, les distinctions traditionnelles entre civils et combattants deviennent caduques.

Amiram Levin, l'ancien chef du commandement nord de l'armée israélienne durant les années 1990 et actuellement marchand d'armes, apparaît dans ce film lors d'une conférence sur l'industrie d'armement, où il déclare que l'objectif d'Israël dans les territoires occupés est de punir la population locale pour créer une plus grande « marge de manœuvre ». Considérant les effets de son propos, il ajoute que la plupart des Palestiniens « sont nés pour mourir, nous avons juste besoin de les aider ». Le film met en évidence les types d'inventions qui font la renommée d'Israël auprès des services de sécurité étrangers. Israël a été le pionnier dans la création de machines robotiques létales, tels que les aéronefs téléguidés ou drones qui sont maintenant au cœur du programme américain d'assassinats extrajudiciaires au Moyen-Orient. L'Etat espère répéter ce succès avec le système d'interception de missiles (le Dôme de fer ou Iron Dome) qui s'enclenche dès le repérage du lancement d'une roquette. Israël s'est également spécialisé dans l'invention et la réalisation d'armes futuristes à l'instar du fusil qui se plie pour permettre de tirer caché derrière un coin de rue sans que le soldat n'ait à se présenter face à sa cible (voir photo). Il n'est pas étonnant que Hollywood, également client, ait utilisé Angelina Jolie pour mettre en vedette un fusil de ce genre dans le film « Wanted ». Mais les vedettes inattendus du film « The Lab » sont moins les marchands conventionnels que d'anciens officiers israéliens reconvertis dans le milieu académique et dont les théories ont guidé l'armée israélienne et les entreprises hi-tech dans le développement de nouvelles techniques militaires et arsenaux.

Théoriciens de la mort

Shimon Naveh, un philosophe surexcité, arpente la maquette d'un village palestinien qui fournit le canevas qui lui sert à démontrer une théorie de guerre urbaine inaugurée durant la seconde Intifada. En 2002, en prévision de l'attaque sur la casbah de Naplouse, redoutée à cause de son agencement labyrinthique, il suggère qu'au lieu de se déplacer dans les ruelles où ils deviendraient des cibles faciles, les soldats se déplacent à travers les immeubles en faisant des trous à travers les murs mitoyens qui séparent les maisons. Cette idée a été décisive pour la pénétration des troupes israéliennes au cœur des quartiers surpeuplés et de camps de réfugiés et a permis d'écraser la résistance armée



palestinienne en ôtant aux combattants palestiniens la possibilité de se protéger de la surveillance israélienne.

Un autre expert, Yitzhak Ben Israel, ancien général reconverti en professeur à l'Université de Tel Aviv, a contribué à développer une formule mathématique capable de prédire le succès probable d'un programme d'assassinats dont l'objectif est de liquider la résistance. Ses calculs ont prouvé à l'armée qu'une cellule palestinienne planifiant une attaque pouvait être liquidée avec une haute probabilité en ne « neutralisant » qu'un cinquième de ses combattants. C'est précisément cette fusion entre la théorie, la technologie et les expériences constantes sur le terrain qui rend le savoir-faire israélien si précieux aux yeux des armées, des forces de police et des industries de sécurité nationale états-uniennes, européennes, asiatiques et américaines du sud, et les pousse à faire la queue pour l'acquérir. Comme le montre le film, les leçons apprises dans la bande de Gaza et en Cisjordanie ont des applications utiles en Afghanistan et en Irak.

Benjamin Ben Eliezer, ancien ministre de la Défense devenu ministre de l'Industrie, explique également dans le film que le grand avantage israélien est que « les gens aiment acheter ce qui a déjà été testé. Les armes que vend Israël ont été testées, éprouvées. Nous pouvons dire que nous les avons déjà utilisés pendant dix ou vingt ans. »

Hypocrisie de la communauté internationale

Yoav Galant, chef du commandement sud de l'armée israélienne durant l'opération « Plomb durci », explique : « Certains pays européens et asiatiques nous condamnent pour avoir attaqué des civils, mais en même temps ils nous envoient leurs officiers : j'ai moi-même briefé des généraux de dix pays afin de leur expliquer comment nous avons réussi à atteindre un taux aussi bas de tués parmi les civils palestiniens ». (Galant prétend à tort que la plupart des Palestiniens tués étaient des combattants.) Et il conclut : « Il y a beaucoup d'hypocrisie : ils nous condamnent politiquement mais en même temps ils nous demandent quelles astuces nous utilisons pour obtenir que le sang se transforme en argent ». La thèse du film, très convaincante, fournit cependant un message inquiétant pour ceux qui espèrent la fin de l'occupation militaire israélienne.

En effet, à mesure qu'Israël s'est constitué un arsenal plus léthal et que ses soldats sont moins à risque durant les opérations, la société israélienne tolère de plus en



Le réalisateur Yotam Feldman manœuvrant l'arme Corner Shot, élaborée par l'entreprise israélienne du même nom (extrait du film « The Lab »)

plus un état de guerre considéré comme une sorte de bruit de fond permanent. Si les Israéliens ne paient pas le prix de la guerre, ils ne feront aucune pression sur l'armée et sur les politiciens pour qu'ils y mettent un terme. Ce qui s'observe à ce stade va plutôt dans le sens inverse : tant que les Territoires occupés servent de laboratoire idéal, que les attaques régulières contre les Palestiniens permettent de tester et de vanter le système militaire israélien, la guerre fournira à Israël un modèle de commerce bien plus lucratif que celui d'un accord de paix. Comme l'a observé le ministre de l'Economie Naftali Bennet, chef d'un parti politique d'extrême droite, en juillet après un voyage en Chine : « Personne dans le monde ne s'intéresse à la cause palestinienne. Ce qui intéresse le monde depuis Beijing jusqu'à Washington en passant par Bruxelles, c'est la haute technologie israélienne ». Pire encore, alors que les gouvernements étrangers font la queue pour assimiler les expériences israéliennes, la question se pose si notre avenir ne ressemblera pas à celui des Palestiniens.



Le réalisateur Yotam Feldman

Yotam Feldman est journaliste, réalisateur indépendant et activiste. Il a collaboré au Magazine de Haaretz, est étudiant à l'université de Tel Aviv en philosophie et participe aux manifestations et activités du groupe « Anarchistes contre le Mur » en Cisjordanie.



Israël et son arsenal nucléaire : un secret de Polichinelle

L'arsenal nucléaire israélien est un secret de Polichinelle. Mais ce secret, entretenu avec la complicité de grandes puissances dites démocratiques et des médias, est en train de devenir un obstacle politique. Comment exiger une zone débarrassée d'armes nucléaires au Moyen-Orient tout en faisant semblant d'ignorer l'arsenal nucléaire israélien?

Par Mary Honderich

On insiste, à juste titre, sur le savoir-faire et l'expertise de l'industrie d'armement et de surveillance israélienne et sur comment cette expertise, dont « nos » pays sont friands, contribue à garantir l'impunité d'Israël sur la scène internationale. Mais il y a une facette du complexe militaire israélienne largement passée sous silence dans les grands médias et qui contribue aussi à l'impunité dont bénéficie l'Etat d'Israël. Il s'agit de son arsenal nucléaire, construit avec la complicité, délibéré ou non, des grandes puissances occidentales.

Israël a commencé la construction de son arsenal nucléaire dans les années '50. On estime que le pays possède aujourd'hui entre 80 et 400 ogives à tête nucléaire, ce qui le place au niveau de l'Inde et du Pakistan. Cependant Israël n'a jamais admis l'existence de son programme nucléaire et par conséquent n'a jamais signé le Traité de non prolifération (TNP) de 1968. Par contre, tout mène à croire qu'il a procédé, en 1979, à des essais nucléaires avec l'aide du gouvernement de

l'Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, contrevenant ainsi au traité interdisant de tels essais. Israël a également violé maintes lois réglementant le trafic de matériel et de technologie nucléaires (vol d'uranium en 1968, vol d'uranium d'une compagnie aux Etats-Unis en Pennsylvanie dans les années '70.)

Il y a tout de même eu quelques fuites d'informations sur ce sujet épineux. En 1986, le lanceur d'alerte israélien, Mordechai Vanunu, a révélé l'existence du programme nucléaire. Vanunu fut kidnappé par le Mossad en Italie et condamné à 20 ans de prison (dont de nombreuses années en isolement totale). Depuis sa libération de prison il est assigné à résidence et tout contact avec les media lui est interdit. Ensuite, en 1991 le journaliste américain Seymour Hersh a publié « The Samson Option : The Israeli Nuclear Option and American Foreign Policy », livre qui décrit en détail comment l'Etat d'Israël a construit son arsenal.

Et tout dernièrement, en novembre 2013, Avraham Burg a déclaré devant la Knesset dont il est l'ancien président: « Cela suffit, Israël a des armes nucléaires et

En haut : Le centre de recherche nucléaire de Dimona

chimiques et nous avons besoin d'un débat public à ce sujet. » Plusieurs associations juives ont porté plainte contre Burg pour cette trahison suite à cette déclaration.

La politique du « ask no questions and hear no lies »

Si Israël refuse d'admettre l'existence de son programme nucléaire, les grandes puissances dites démocratiques se résignent à jouer le jeu d'Israël. C'est la politique du « ask no questions and hear no lies ». Le sujet est rarement abordé dans les grands médias. Durant tout le bras de fer avec l'Iran sur son supposé programme nucléaire militaire, les médias n'ont jamais mentionné le fait qu'il existait déjà un pays dans cette région qui non seulement possède la bombe nucléaire, mais qui n'a pas signé le TNP et qui n'est pas soumis aux inspections de l'Agence Internationale d'Energie Nucléaire (AIEN). De même, aucun média n'a dévoilé le fait que, contrairement à ce qu'avaient affirmé leurs gouvernements, les services de renseignements américain et britannique ne croyaient pas que le gouvernement iranien avait pris la décision de construire une bombe. Dans ce contexte, un article du journaliste Julian Borger, publié le 15 janvier 2014 dans « The Guardian », fait exception à la règle. Non seulement il décrit les secrets de l'arsenal nucléaire israélien mais il met aussi en évidence le rôle des pays occidentaux dans ce processus.

Dans les années '50, le gouvernement français a joué un rôle clef dans la création du programme nucléaire israélien. En 1956 la France signe un accord pour fournir à Israël un réacteur. En 1957, des accords bilatéraux – dont une grande partie est restée secrète – sont signés entre ces deux pays. Des centaines de scientifiques français ont travaillé à la construction du réacteur sur le site de Dimona dans le Néguev. Borger parle de quelques 2500 citoyens français vivant à Dimona à l'époque, dans le secret le plus total. Dans les années '60, la France commence à faire pression sur Israël afin qu'il signe le TNP. En effet, De Gaulle craint des répercussions sur la scène internationale si le rôle de la France venait à être dévoilé. En 1960, après des vols de reconnaissance du site de Dimona par la CIA, les autorités états-uniennes sont convaincues de l'existence de la bombe nucléaire israélienne. Kennedy essayera de faire pression sur Israël afin que ce pays se soumette aux inspections de l'AIEN. Israël refuse. En 1963, Israël était censé permettre aux inspecteurs américains d'examiner son site. Les inspecteurs sont bernés et les visites cessent. En 1976, la CIA soupçonne Israël d'avoir volé de l'uranium, produit aux

Etats-Unis pour leurs propres bombes. La question est tellement embarrassante et les ramifications politiques si importantes que le gouvernement décide d'abandonner ses recherches.

En 1959, la Norvège vend 200 tonnes d'eau lourde à Israël. La même année et l'année suivante, la Grande Bretagne fournit également de l'eau lourde à Israël. Selon des hauts fonctionnaires allemands, le gouvernement allemand est au courant du programme nucléaire israélien depuis 1960. Malgré cela, il a accepté, à partir de 1990, de fournir des sous-marins à Israël. Un scandale éclate en 2012 lorsqu'il est apparu que le gouvernement allemand ne pouvait pas ignorer l'intention des Israéliens d'équiper leurs sous-marins avec des ogives à tête nucléaire.

Israël et le CERN, une « carte de visite prestigieuse »

Cette complicité tissée avec des grandes puissances occidentales depuis plus de 50 ans a permis à l'Etat de Israël d'acquérir en 2011 le statut d'observateur au CERN. Par la suite, en 2013, Israël devient le premier pays non-européen membre du CERN, ce qui lui permet d'intensifier la participation des scientifiques israéliens aux activités de recherche, d'avoir accès aux laboratoires de recherche les plus avancés et de participer aux réunions des instances dirigeantes de l'organisation.

Israël a intérêt à être membre du CERN aussi bien sur le plan politique que financier. Cette « reconnaissance » de la communauté scientifique ne pouvait pas arriver à un meilleur moment. Alors que des campagnes internationales menées par différentes secteurs de la société civile contre sa politique à l'égard des Palestiniens gagne de l'ampleur, voilà qu'Israël est accepté comme un Etat « européen » et digne de confiance. Quelle consécration pour un pays qui est de fait hors la loi ! En outre, en tant qu'Etat membre, ses compagnies militaires et sécuritaires vont pouvoir répondre aux appels d'offre de cette organisation.

Quand on sait que le secteur militaire et sécuritaire représente plus de 10% du PNB israélien, on comprend que son essor est vital à l'économie israélienne. Israël apporte pour sa part au CERN son expertise, testée sur le terrain, en étroite collaboration avec l'armée israélienne. Cette expertise devient incontournable pour d'autres pays qui mettent en place des dispositifs de surveillance et de contrôle à l'égard de



Tuer dans le confort de son fauteuil

leurs propres populations. Par la suite ils peuvent difficilement mettre Israël sous pression afin que cet Etat se conforme aux règles du droit international.

Dépendance et impunité : le cas Suisse

Le gouvernement suisse a récemment fait deux choix dans le domaine militaire et sécuritaire qui illustrent bien cette complicité et l'impunité qui en découle. Le gouvernement suisse veut remplacer ses drones vétustes. A qui va-t-il s'adresser ? Aux numéros un dans le domaine, ELBIT et IAI. Ces deux compagnies israéliennes se vantent ouvertement d'avoir testé leurs appareils « sur le terrain », c'est à dire sur des hommes, des femmes et des enfants palestiniens. Peu importent les violations du droit international, les violations des droits des personnes. Les drones israéliens sont incontournables.

La Suisse veut un nouveau système d'écoutes téléphoniques pour la police et la justice. Elle signe un contrat avec VERINT, compagnie israélo-américaine et numéro un de l'interception électronique. Cette compagnie, qui a des liens étroits avec le service de renseignements israéliens, a également été un partenaire de l'agence de sécurité états-unienne NSA, dont les pratiques de surveillance et d'écoute ont défrayé la chronique. Bien que VERINT soit soupçonnée d'avoir effectué des écoutes téléphoniques illégales et installé des « backdoors » afin de pouvoir espionner, bien que son fondateur soit recherché par le FBI pour une série de délits, le gouvernement Suisse a choisi de lui offrir le contrat, puisque c'est la « meilleure » dans le domaine.

La Boite de Pandore

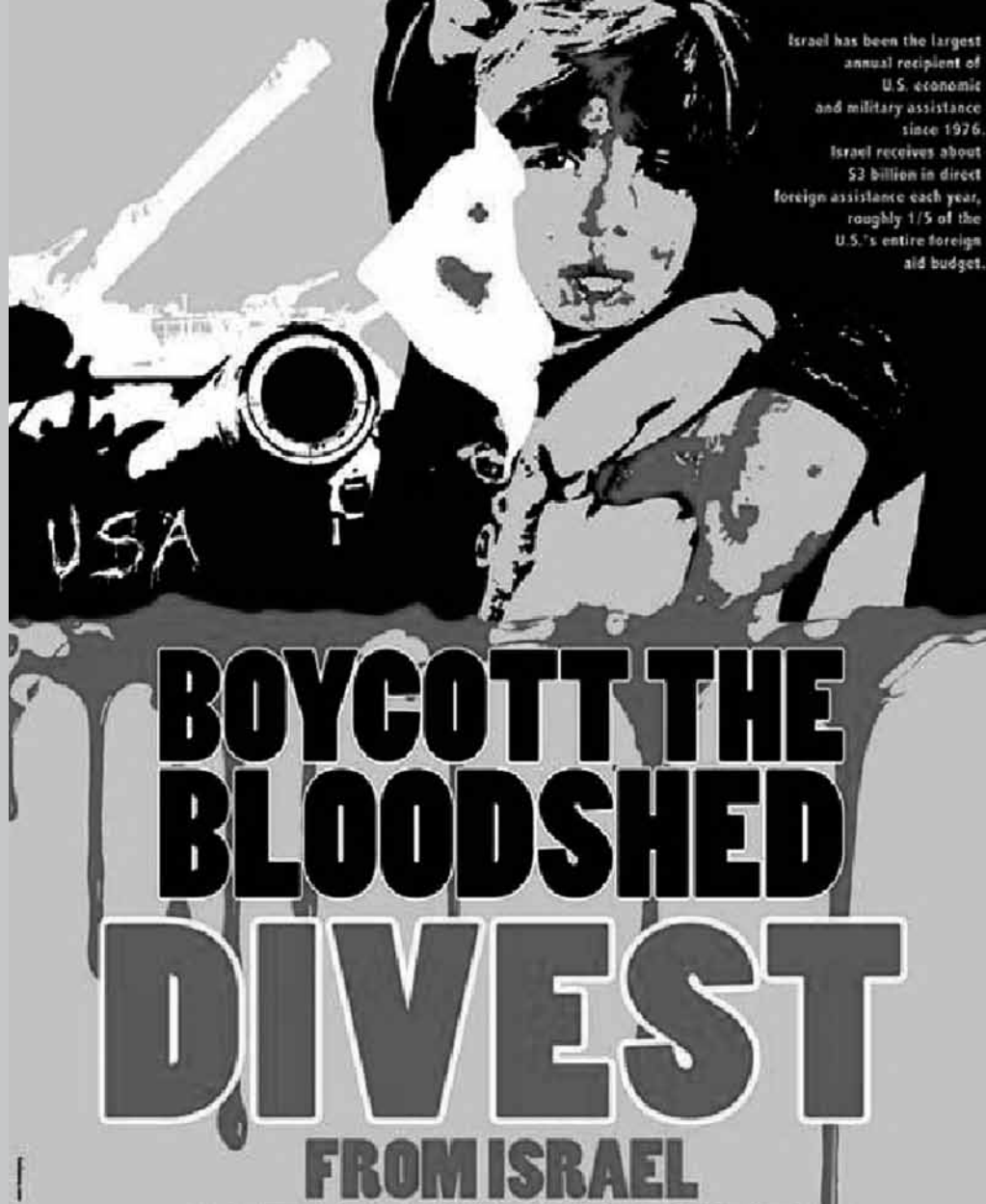
Le nouveau contexte au Moyen-Orient et les bouleversements dans différents pays de la région posent toute une série de questions. La discussion sur la politique nucléaire iranienne et les armes chimiques de la Syrie a ouvert la boite de Pandore. Il devint difficilement tenable pour les pays tels les Etats-Unis, la France, l'Angleterre et l'Allemagne de poursuivre leur politique de deux poids, deux mesures. Comment peut-on exiger l'arrêt d'un supposé programme nucléaire militaire de l'Iran et la création d'une région exempte d'armes nucléaires alors que l'allié numéro un possède un redoutable arsenal nucléaire et menace de l'utiliser contre l'Iran ? Comment ces gouvernements vont-ils expliquer leur complicité et leur silence sur la question de l'arsenal nucléaire israélien depuis 50 ans ?

C'est dans ce contexte que BDS a lancé en 2011 l'appel pour l'embargo militaire contre Israël. Bien que l'Assemblée générale des Nations Unies ait voté une série de sanctions économiques, diplomatiques et culturelles, y compris un embargo militaire à l'égard de l'Etat d'Israël en 1982, cela est resté sans conséquences. Mais la complicité de grandes puissances et des pays comme la Suisse est de plus en plus contestée par des membres de la société civile. Le succès grandissant de différentes campagnes BDS – du boycott consommateur, des désinvestissements des banques et des compagnies de la part de grands fonds de pension – met en évidence l'écart entre d'une part la politique « officielle » des gouvernements et d'autre part la volonté de la société civile.

Nous devons apporter cette discussion au sein des groupes anti-nucléaires, dans les syndicats des travailleurs du CERN, dans les milieux académiques, pour mettre en évidence les liens étroits entre le gouvernement, le militaire et l'économie israéliens. Il est temps de mener une campagne nationale sur l'incompatibilité entre une Suisse qui se targue d'être le pays des droits humains et ses liens commerciaux et militaires avec l'Etat d'Israël.

Source

Julian Borger, The truth about Israel's secret nuclear arsenal, The Guardian, 15.01.2014, <http://www.theguardian.com/world/2014/jan/15/truth-israels-secret-nuclear-arsenal>



Appel de la campagne BDS palestinienne à un embargo militaire immédiat et total d'Israël !

Palestine occupée, 9 juillet 2011 – Alors que le printemps arabe pour la liberté, la démocratie et la justice sociale a démasqué et remis en cause la collusion des gouvernements du monde avec les régimes autocratiques et oppressifs arabes, de nombreux États et entreprises continuent comme d'habitude leur commerce des armes et leur coopération militaire avec Israël. La coopération avec Israël se maintient malgré

le recours systématique de ce pays à la violence massive et à l'assassinat contre les Palestiniens et d'autres civils arabes, dont des écoliers et des militants pacifiques, et malgré sa politique coloniale de plus en plus brutale et son mépris persistant du droit international. Sept ans après que la Cour Internationale de Justice ait recommandé une coopération internationale pour assurer qu'Israël démantèle son mur illégal

en Cisjordanie occupée, et au sixième anniversaire de l'appel de la société civile palestinienne pour une large campagne de boycott, de désinvestissements et de sanctions (BDS) contre Israël jusqu'à ce qu'il se conforme au droit international, *le Comité national palestinien de BDS (le BNC) appelle à une action internationale immédiate vers pour un embargo militaire immédiat et total d'Israël, similaire à celui imposé contre l'Afrique du Sud dans le passé.*

Depuis ses débuts violents il y a plus de 60 ans, marqués par le nettoyage ethnique systématique de la Palestine, Israël a infligé sans cesse la mort, les blessures, les déplacements forcés, la dépossession et les destructions à des millions de Palestiniens et d'autres citoyens arabes des pays voisins.

Israël emploie la force armée pour maintenir un régime illégal d'occupation, de colonialisme et d'apartheid mis en place pour contrôler autant de terres que possible avec aussi peu de Palestiniens autochtones que possible et pour empêcher que le peuple palestinien exerce son droit inaliénable à l'autodétermination. Israël a sans cesse violé le droit international, provoquant ou lançant des conflits armés visant à des expansions territoriales par l'annexion du territoire occupé, ce qui a été qualifié d'acte d'agression par l'Assemblée générale de l'ONU dans le cas du plateau du Golan. La tentative israélienne de justifier cet usage de force militaire belligérante comme étant de l'« autodéfense » ne résiste pas à un examen légal – ou moral – car les États ne peuvent pas invoquer l'autodéfense pour une situation illicite qu'ils ont eux-mêmes produite.

Israël a un bilan établi de violations du droit humanitaire international et des droits humains ou lançant des conflits armés (opérations militaires, invasions et occupations de territoires palestiniens et d'autres pays arabes), au cours desquels il a fait un usage abusif et indiscriminé de la force et ciblé délibérément des civils et des infrastructures, entraînant des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité.

Par ailleurs, Israël a profité systématiquement de ses conflits armés et de ses attaques militaires pour « tester sur le terrain » ses armes et ses doctrines militaires contre les civils palestiniens et libanais, en partenariat avec ses instituts de recherche. Israël donne ainsi à son industrie militaire un avantage compétitif sur le marché mondial dans la recherche de profits permettant de poursuivre l'occupation, l'expansion coloniale et la politique d'apartheid.

Les États et les organisations interétatiques telles les Nations-Unies ont une obligation légale de garantir qu'Israël se conforme au droit international, mais ils y échouent. L'impunité enhardit Israël tandis que son commerce international d'armes finance et renforce la poursuite de sa politique violente, militariste et expansionniste.

Les résolutions de l'ONU et les rapports des associations internationales des droits humains donnent des preuves abondantes et irréfutables qu'Israël fait un usage illégal de la force et des armes dans les agressions et commet des crimes contre l'humanité (crimes de guerre, dont punitions collectives) et viole gravement les droits humains. Pourtant, les gouvernements étrangers et les organismes multilatéraux poursuivent leur coopération avec l'armée et l'industrie militaire israéliennes et augmentent leurs investissements dans et leur soutien à la recherche et au développement (R & D) liée à l'armée israélienne, conduite majoritairement en partenariat avec les universités israéliennes. En profitant ainsi sciemment de cette situation, ces gouvernements, organismes multilatéraux et compagnies se rendent complices de l'utilisation illégale de la force par Israël.

Alors que la société civile internationale considère l'armement nucléaire comme une des menaces les plus graves contre la paix mondiale, de nombreux gouvernements, ainsi que les Nations Unies, restent silencieux face à l'arsenal massif d'armes nucléaires d'Israël. En réalité, plusieurs gouvernements occidentaux ont été – ou sont toujours – les complices directs de la création, du développement et du déploiement de la menace nucléaire israélienne.

Un embargo militaire total d'Israël est demandé depuis longtemps. Ce serait une étape cruciale vers la fin de l'usage criminel et illégal de la force contre le peuple palestinien et les autres peuples et États de la région par Israël, ainsi qu'une mesure efficace et non-violente pour faire pression sur Israël afin qu'il se conforme à ses obligations selon le droit international :

1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes (1967) et démanteler le Mur ;
2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabes-palestiniens d'Israël à l'égalité complète ; et
3. Respecter, protéger et promouvoir les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs foyers et propriétés comme le stipule la Résolution 194 de l'ONU.

Au vu de ce qui précède, le Comité national palestinien de BDS (BNC), la coalition la plus vaste d'associations de la société civile palestinienne, appelle toutes les personnes de conscience, les mouvements et organisations du monde entier, à soutenir cet appel à un embargo militaire total et immédiat d'Israël et à faire pression sur les gouvernements, les organismes multilatéraux et l'ONU, ainsi que sur les compagnies et institutions publiques et privées, pour :

1. Cesser immédiatement toute livraison de tous les types d'armes et de matériel associé, à Israël, dont la vente et le transfert d'armes et de munitions, de véhicules et d'équipements militaires, d'équipements paramilitaires de police et d'équipements à double usage et de pièces de rechange ; cesser l'approvisionnement de tout type d'équipements et de fournitures et l'attribution de contrats de licence pour la fabrication ou la maintenance des items susmentionnés ;
2. Stopper toute importation militaire ou à double usage (équipement, assistance et munitions) d'Israël ;
3. Stopper le transfert de produits militaires vers et depuis Israël via les ports et aéroports, territoires et espaces aériens nationaux.
4. Stopper la coopération avec l'armée israélienne, les sociétés d'armement et les projets de R&D liés à l'armée, y compris les entreprises conjointes (bilatérales ou multilatérales) ;

5. Cesser tous les entraînements et travaux de conseil dans le domaine militaire impliquant l'armée, les compagnies d'armement et les institutions de recherche académique israéliennes ;

6. Mettre fin à toute aide militaire à Israël ;

7. S'abstenir de toute coopération avec Israël dans la fabrication et le développement d'armes nucléaires et se mobiliser pour un Moyen-Orient dénucléarisé.

BNC, Palestinian BDS National Committee (Comité national palestinien de BDS)

Source

- www.bdsmovement.net : Campagne BDS palestinienne
- Appel : www.bdsmovement.net/files/2011/07/BNC-call-for-military-embargo-9-7-20115.pdf (anglais)
- Argumentaire : <http://www.bdsmovement.net/files/2011/07/BNC-military-embargo-background-document-9-7-2011.pdf> (anglais)
- Version française sur BDS France : http://www.info-palestine.net/article.php?id_article=10884 et BDS Suisse

Mentions légales

Edité par

BDS CH, en collaboration avec

Palästina-Solidarität Region Basel

BP 2040, 4002 Bâle

www.bds-info.ch

Pour nous écrire : contact@bds-info.ch

Rédaction :

Birgit Althaler, Mary Honderich, Hanspeter Gysin,

Peter Haenger, Agnes Küng, Anne Spagnoli

Révision de l'édition française :

Birgit Althaler, Marion Droz, Marianne Ebel,

Anne Spagnoli

Mise en page : Georg Iliev

Pour vos dons

BDS CH

CCP 40-307393-0

BP 4020, 2004 Bâle

IBAN : CH44 0900 0000 4030 7393 0

BIC : POFICHBEXXX

PostFinance AG, Mingerstrasse 20, CH-3030 Berne

Prix de revente : Fr. 5.-/4.- euro

Documentation

Théorie du drone

France 2013,
ISBN : 9782358720472
178 pages, 14 Euros

Le drone est l'instrument d'une violence à distance, où l'on peut voir sans être vu, toucher sans être touché, ôter des vies sans jamais risquer la sienne.

Cette forme de violence télécommandée, qui à la fois supprime le face-à-face et fait éclater la distance impose de repenser des concepts apparemment aussi évidents que ceux de combattant (qu'est-ce qu'un combattant sans combat ?) ou de zone de conflit (où a lieu, une telle violence, écartelée entre des points si distants ?). Mais, plus radicalement, c'est la notion de « guerre » qui entre elle-même en crise : le drone est l'emblème de la « chasse à l'homme préventive », forme de violence qui débouche, à mi-chemin entre guerre et police, sur des campagnes d'exécutions extrajudiciaires menées à l'échelle globale.

Cette tentative d'éradication absolue de toute réciprocité dans l'exposition à la violence reconfigure non seulement la conduite matérielle de la violence armée, techniquement, tactiquement, mais aussi les principes traditionnels d'un ethos militaire officiellement fondé sur la bravoure et l'esprit de sacrifice. Car le drone est aussi l'arme du lâche : celle de ceux qui ne s'exposent jamais. Cela n'empêche pourtant pas ses partisans de la proclamer être l'arme la plus éthique que l'humanité ait jamais connue. Opérer cette conversion morale, cette transmutation des valeurs est la tâche à laquelle s'attellent aujourd'hui des philosophes américains et israéliens qui œuvrent dans le petit champ de l'éthique militarisée. Leur travail discursif est essentiel pour assurer l'acceptabilité sociale et politique de cette arme. Dans ces discours de légitimation, les « éléments de langage » de marchands d'armes et de porte-parole des forces armées se trouvent reconvertis, par un grossier processus d'alchimie discursive, en principes directeurs d'une philosophie éthique d'un nouveau genre – une « nécroéthique », dont il est capital de faire la critique.

Source : <http://atheles.org/lafabrique/livres/theoriedudrone/index.html>

Grégoire Chamayou est chercheur en philosophie au CNRS, dans l'équipe CERPHI à l'ENS-LSH.

<http://www.youtube.com/watch?v=Da9pMIBI6OI>

http://www.youtube.com/watch?v=9_vklQXvElw



Roadmap to Apartheid

réalisé par Ana Nogueira
et Eron Davidson
Etats-Unis 2012, 95 min. Angl. avec
sous-titres fr.

Roadmap to apartheid a gagné plusieurs prix au cours de différents festivals. Les deux réalisateurs, Ana Nogueira et Eron Davidson, en tant que Sud-Africaine blanche et juif israélien, établissent un parallèle entre l'apartheid sud-africain et israélien. Le documentaire non seulement met en lumière la situation dans les territoires occupés, mais montre également la discrimination quotidienne et systématique contre les Arabes israéliens dans les frontières internationalement reconnues d'Israël. Le film est rythmé par des citations d'anciens décideurs sud-africains et israéliens, des témoignages de citoyens victimes et d'images historiques.

Les interlocuteurs sont d'anciens opposants au régime raciste en Afrique du Sud sous l'Apartheid, tels qu'Eddie Makue du Conseil des Eglises sud-africain, mais aussi des militants de droits humains qui apportent leurs témoignages sur les destructions des maisons, les entraves à la liberté de circulation, la théorie des « présents absents », le nettoyage ethnique, les bantoustans etc. Il donne la parole aux militants de la campagne internationale BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) qui s'est inspiré par le modèle de la campagne contre le régime d'apartheid en Afrique du Sud. Comme narrateur au fond agit Alice Walker, écrivaine afro-américaine et activiste politique qui est devenu célèbre avec son roman « La couleur pourpre ». Le film est dédié au résistant et poète sud-africain Dennis Brutus.

Pour plus d'informations sur le documentaire : <http://roadmap-toapartheid.org>



Cultures d'injustice

Commerce international avec
les entreprises agroalimentaires
israéliennes et destruction de
l'agriculture palestinienne
32 p., A 5

Les cultivateurs palestiniens font face aux confiscations brutales de terres, aux démolitions et au vol de l'eau. Ceux qui ont encore accès à la terre et à l'eau font face à la violence et à des restrictions systématiques.

Les entreprises d'export agricoles comme Mehadrin et Hadiklaim sont parmi les premières bénéficiaires de la destruction de l'agriculture palestinienne, en opérant dans et en exportant depuis les colonies illégales en utilisant la terre palestinienne et l'eau volées et en profitant du siège de Gaza. Cette présentation vise à donner un éclairage sur la destruction systématique de l'agriculture palestinienne par Israël et sur la complicité de l'agroalimentaire israélien dans cette destruction. Pour regarder en ligne : http://issuu.com/partenia/docs/cultures_d_injustice_130311_corrige_?e=4892297/1762498



Commandes

Le DVD *Roadmap to Apartheid* et la brochure **Cultures d'injustices** peuvent être commandé au prix de Fr. 30 (DVD) et Fr. 5 (brochure, taxe postale) à l'adresse suivante : BDS CH, BP 4070, 4002 Bâle, contact@bds-info.ch

Photo dernière page : Dooby (doudou), c'est ainsi qu'on appelle le bulldozer blindé de Caterpillar, construit d'après des plan israéliens et capable de démolir des maisons entières en un seul coup

